# LIGNE ROUGE

Mensuel

LIGNE ROUGE

L.R.mars 85 - Editorial / GRAPO: Assurer la direction prolétarienne dans la lutte contre le fascisme et l'impérialisme / P.C. du Pérou: développons la guerre de guérillas / Communiqués et Mobilisations / Nouvelles du Front! / Les éditions Anti-Impérialistes.






Edit. resp. : P. Vandegeerde, bp 1682, Bruxelles 1, Belgique

30FB 5FF

# Editorial

Si nous décidons d'ajouter à ce numéro et à l'avenir un éditorial, c'est parce que Ligne Rouge n'est pas simplement un recueil de textes, mais aussi un collectif militant qui veut s'insérer de plus en plus dans le tissu social et ses luttes.

Ligne Rouge n'est donc pas uniquement une revue, c'est aussi un axe où peuvent se développer des échanges politiques (critiques, solidarité, analyses...) sur les thèmes des textes abordés dans les publications et aussi sur les thèmes des interrogations politiques que chacun se pose.

Nous avons choisi de publier en premier lieu dans ce numéro un texte d'analyse des GRAPO et du PCE(r). Ce n'est pas la première fois que nous leur ouvrons nos colonnes, cependant ce texte mérite une attention particulière car il retrace rapidement l'évolution du mouvement Marxiste-Léniniste d'après-guerre et son rapport dialectique avec les luttes de classes. Ainsi ce texte répond à certaines questions, à savoir : pour quelles causes et dans quelles conditions historiques, les Groupes de Résistance Anti-fascistes du Premier Octobre ont débuté leurs actions et leur pratique militaire.

Suit un texte du Parti Communiste du Pérou, plus familièrement appelé *«Sentiers Lumineux»* qui, un peu dans le même ordre d'idées (dans une situation historique particulière, évidemment) définit son histoire, ses buts et objectifs politiques. Il nous a semblé intéressant de vous faire part des revendications de ce Parti, très peu connu ici, excepté par le truchement des médias officiels, où il nous est présenté comme une bande de tueurs sans foi ni loi, trafiquants de drogue et oppresseurs de la population péruvienne. Implanté dans une population, surtout paysanne, extrêmement pauvre, Sentiers Lumineux a conquis militairement une partie du Pérou, où il tente de mettre en application son programme.

Depuis le L.R. No.10, nous vous promettons la suite de l'interview d'Ormaza, premier militant basque extradé de Belgique en juillet 84. Cette seconde partie, nous ne la publierons pas car elle n'apporte rien de neuf au texte déjà publié, contrairement à ce que nous pensions. Ce n'est qu'une reformulation des faits et concepts présentés auparavant.
Mais nous la tenons à la disposition de tous ceux qui nous la demanderont.

Une dernière chose, nous ouvrons une nouvelle rubrique (que de nouveautés en ce mois !) regroupant les communiqués/textes apportant plus de précisions/développement que les brèves informations publiées dans les Nouvelles du Front.

Dans ces deux derniers chapitres, nous laissons une place particulière (comme promis) à la grève de la faim en RFA et aux mobilisations/actions de la RAF et du Mouvement Anti-Impérialiste.

COMMUNICATION

Des traductions de communiqués des Cellules Communistes Combattantes circulent actuellement en Hollande et en Belgique. Ces traductions sont erronées, ne vous y fiez pas.
Mais nous promettons à nos camarades néerlandophones une traduction juste de ces communiqués très prochainement.

# GRAPO: ASSURER LA DIRECTION PROLETARIENNE DANS LA LUTTE CONTRE LE FASCISME ET L'IMPERIALISME.

L'Espagne en tant que pays monopoliste, se trouve pris en plein dans la crise générale du capitalisme. En particulier, la crise économique a aggravé toutes les contradictions du système provoquées par les structures et les méthodes de la domination fasciste qui depuis plus de 40 ans applique l'oligarchie dans le pouvoir. C'est la raison pour laquelle, en Espagne, il existe une exacerbation plus importante de la lutte des classes que dans d'autres pays européens.

Actuellement, la révolution trouve des conditions beaucoup plus favorables, tant sur le plan interne qu'externe, que dans le passé, pour réaliser ses plus amples objectifs. Les transformations des dernières décennies ont fait évoluer notre pays, socialement et économiquement sous-développé, vers un pays capitaliste avancé. La classe ouvrière est devenue la plus importante de la société et toutes les bases matérielles sont mûres pour la révolution socialiste.
En Espagne, le prolétariat a du mener une lutte sans merci contre l'exploitation sauvage monopoliste imposée par la terreur fasciste, lutte qui a permis de se débarrasser plus facilement de l'influence de l'idéologie bourgeoise.

Dû au retard économique et social de l'Espagne, aggravé par les effets dévastateurs d'une guerre civile et de la répression qui en a découlé, le développement économique monopoliste ne pouvait être mené à bien que par l'exploitation et la spoliation intensives de la classe ouvrière et de la paysannerie, accompagné toujours d'une répression brutale. Malgré la désorganisation, la terreur et la démoralisation causée par la défaite, les masses font front à la réaction, recourant aux plus divers moyens de luttes et formes d'organisation, dans lesquels on peut mettre en évidence la résistance de la guerilla des années 40 et 50 qui fut continuée par le mouvement gréviste ultérieur. C'est cette situation créée par le développement monopoliste lié au terrorisme d'Etat, qui a fait démarrer le nouveau mouvement révolutionnaire et qui lui donne ses caractéristiques spécifiques. En Espagne, il n'y a plus de révolution démocratico-bourgeoise en cours. La seule révolution possible est la révolution socialiste. En dehors du fait que l'origine fasciste de l'Etat de l'Oligarchie financière, la spoliation et l'oppression soumettent d'amples secteurs non-prolétaires de la population; la principale contradiction qui existe en Espagne est celle qui confronte le monopolisme et le fascisme à la classe ouvrière et au reste du peuple. Pour cela, bien que l'objectif stratégique de notre révolution ne peut être que la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, celle-ci devra d'abord écraser l'oligarchie détentrice du pouvoir, avec l'aide des autres secteurs opprimés et exploités, en préservant à tout moment son rôle dirigeant et indépendant.

Le nouveau mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière a traversé de longues périodes de luttes spontanées, de manque d'organisation et de clarté dans les objectifs, causés par la dégénération du Parti Communiste d'Espagne. Parti inféodé au groupe révisionniste de Carrillo. Ce gang de traîtres arriva à occuper les postes de la direction du Parti, à imposer la politique bougeoise de réconciliation des classes et à anéantir sa glorieuse trajectoire révolutionnaire qui avait emporté un énorme prestige parmi les masses. Cette tâche fut favorisée par la disparition dans la lutte, de cadres importants, tant pendant la guerre qu'ultérieurement pendant la guérilla, ou simplement par leur assassinat pour s'être opposé à ses fins liquidatrices. Les thèses révisionnistes adoptées par le XXe Congrès du PCUS donnèrent le coup de grâce en créant la confusion. S'il n'en avait pas été ainsi, Carrillo et ses hommes ne seraient pas arrivés à s'imposer dans un Parti expérimenté dans les luttes de classes.

La politique de réconciliation nationale, qui dans notre pays signifiait la conciliation avec la bourgeoisie et le fascisme, convertit le PCE en parti social-fasciste. Avec la conciliation des classes, ils prétendaient écarter le prolétariat de la lutte révolutionnaire et le mener vers la participation dans les institutions du régime fasciste pour le renforcer. Mais la classe ouvrière ne se laissa pas prendre au piège et continua sa lutte décidée et indépendante, de manière spontanée, provocant l'isolement total du régime et l'aggravation de ses contradictions internes.

Tout cela créa à la fin des années 60 la nécessité impérieuse d'une avant-garde prolétarienne qui guiderait et organiserait le mouvement ascendant de luttes de classes, qui démasquerait l'activité révisionniste et préparerait les imminents combats de classes.

A la crise que la lutte révolutionnaire avait provoquée, vinrent s'ajouter les changements produits à la fin des années 60 dans la situation internationale. La fin du développement après-guerre et les symptômes d'une nouvelle crise économique de grande envergure ; l'ample mouvement anti-impérialiste provoqué dans le monde entier par l'agression yankee au Vietnam et la lutte qui éclata dans le mouvement communiste international entre les positions révisionnistes et les positions révolutionnaires et anti-impérialistes, sont autant de facteurs qui, liés à l'acuité de la lutte des classes, font apparaître un courant de gauche qui se confronta au révisionnisme de Carrillo. De ce courant est issue l'Organisation des Marxistes-Léninistes d'Espagne, organisation communiste chargée de mettre en œuvre les tâches pour la reconstruction du Parti, objectif essentiel et nécessaire pour que la classe ouvrière ne reste pas bloquée dans ses luttes et de les élever à un niveau supérieur. Ce fait fut d'une importance considérable pour le développement du mouvement révolutionnaire en l'aidant à sortir de sa spontanéité. Pour le reste, l'apparition d'une avant-garde communiste devait surgir un jour ou l'autre, étant donné l'exacerbation de la lutte des classes et la trahison *«carrilliste»*. Pour les vrais communistes et ouvriers conscients, la nécessité de doter le mouvement d'une organisation d'avant-garde devenait claire.

L'Organisation des Marxistes-léninistes d'Espagne (OMLE), fondée en 1968 dans les milieux communistes de l'émigration espagnole, commença ses activités par la formation d'un noyau dirigeant engagé dans l'idée de la reconstruction du Parti. Pour cela, il fallait travailler parmi les masses, contribuer à leur éducation et organisation politique ; motiver leur force dans la lutte contre le fascisme et l'impérialisme démasquant en même temps le révisionnisme et autres opportunistes. Suivant l'idéologie marxiste-léniniste, l'OMLE, par son activité clandestine créa la structure du Parti, constituant les bases de sa ligne politique et de son fonctionnement centralisé et démocratique, et établissant les liens indispensables avec les masses, particulièrement avec le prolétariat industriel.

En 1973, l'oligarchie commence, pas à pas, à adapter sa structure fasciste aux nouvelles conditions face auxquelles ses méthodes de domination traditionnelles se montraient inefficaces. C'est ce qu'on appela à l'époque l' *«ouverture»* politique, en opposition aussi bien à l'immobilisme, qu'aux formes fascistes du pouvoir passé et à la pseudo-démocratie.

L'OMLE se distingua solitairement dans la dénonciation de la manœuvre d' *«ouverture»* et du bloc contre-révolutionnaire formé par le fascisme, les révisionnistes et opportunistes de toute espèce. Il appela les masses à poursuivre la résitance et à boycotter tout appel à la participation dans ces institutions ; il participa à de nombreuses luttes ouvrières, dirigeant certaines d'entre-elles, très importantes comme la grève révolutionnaire de Vigo en 1972 et mena à bien la lutte systématique politique et idéologique contre le révisionnisme et l'opportunisme. Le fascisme était si faible, enfermé et rongé par ses contradictions internes, qu'il battait en retraite, si l'on trouvait le courage de lui faire front.

En 1975, le régime traverse la crise la plus importante de son histoire. En conséquence de la défaite de la politique d' *«ouverture»*, de son isolement social, du boycot et de la résistance de la classe ouvrière à ses plans, la seule échappatoire de l'oligarchie était de recourir au terrorisme le plus déchaîné. Dans ces conditions, l'OMLE décida de convoquer le Congrès Reconstitutif du Parti, conscient que la classe ouvrière avait besoin plus que jamais de son avant-garde organisée. De plus, le développement de l'Organisation, étendu à toutes les nationalités et aux principales zones industrielles, avait crée les bases organiques politiques et idéologiques qui rendaient possible ce Congrès.

## LE RECOURS A LA LUTTE ARMEE, CARACTERISTIQUE FONDAMENTALE DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE DANS LES PAYS CAPITALISTES AVANCES.

Dans le Congrès Reconstitutif (tenu en juin 1975) une série de projets furent approuvés destinés à placer le Parti en tête du mouvement révolutionnaire des masses. Entre autres décisions, il fut adopté d'appuyer et de pousser la lutte armée. Les nombreuses expériences recueillies dans la participation directe et active à la lutte révolutionnaire des masses et le caractère même que prenait la crise générale du système font mieux comprendre de jour en jour à la direction du PCE(r) l'impossibilité pour la classe ouvrière de continuer le combat pour la liberté authentique et le socialisme avec les méthodes de lutte syndicales et parlementaristes.

Le grand capital, dans l'étape actuelle de son développement — caractérisé par la crise économique et politique chronique, par le militarisme à outrance et les procédés politiques de contrôle policier — et face à l'opposition croissante et résistante des masses aux mesures répressives et spoliatrices ; ne peut plus continuer la domination avec des structures ouvertement fascistes. Mais il n'est pas pour autant disposé à admettre l'existence légale des partis et syndicats ouvriers qui, comme à une autre époque, utiliseraient les lois et institutions démocratico-bourgeoises pour abattre le système bourgeois lors de sa décadence et de sa crise généralisée. Pour cela, actuellement, l'Etat de la dictature bourgeoise est la contre-révolution armée prête à agir à n'importe quel moment pour étouffer dans le sang le moindre indice de liberté populaire. De là, le fait que, pour combattre le système capitaliste, pour atteindre à des améliorations économiques et sociales, pour augmenter la liberté et accumuler les forces révolutionnaires, les méthodes syndicalistes et parlementaristes (correspondant à l'étape précédente du développement du capitalisme) ne sont plus suffisantes. Ces méthodes sont tout à fait déphasées et sous le contrôle de l'appareil répressif de l'Etat.

Au moment de faire cette analyse des conditions actuelles d'existence du capitalisme et des méthodes de lutte correspondant à l'étape impérialiste, le Parti prit en considération les enseignements léninistes. *«Le marxisme,* disait Lénine, *exige abolument que la question des formes de lutte soit envisagée sous son aspect historique. Poser cette question en dehors des circonstances historiques, concrètes, c'est ignorer l'ABC du matérialisme dialectique».* Il continue : *«A des moments distincts de l'évolution économique, en fonction des diverses conditions dans la situation politique, dans les cultures nationales, dans les conditions d'existence, etc ..., différentes formes de lutte se hissent au premier plan, deviennent les principales, et, par la suite les formes secondaires, accessoires se modifient à leur tour".*(1)

Historiquement, les continuels changements de tactique sont imposés par chaque conjoncture économique et politique. On peut dire que depuis le début du siècle, depuis l'entrée du capitalisme dans la phase impérialiste et le début de la nouvelle ère révolutionnaire qui en découla, la tendance du mouvement révolutionnaire est d'employer de nouvelles formes de défense et d'attaque, ce que nous appelons le mouvement politique de masses et la lutte de guérillas.

Actuellement, nous nous trouvons confrontés au monopolisme et à la réaction politique ; la bourgeoisie-même a rompu depuis longtemps la légalité démocratique avec laquelle elle gouvernait en d'autres temps. Le capital monopoliste a éliminé toutes les entraves juridiques et institutionnelles qui empêchaient son action contre-révolutionnaire ouverte. Ce changement dans la situation politique avait déjà eu lieu au début du siècle coïncidant avec la formation de monopoles dans toute une série de pays. La première guerre mondiale le manifesta clairement. Mais jusqu'aux années trente, on peut dire que subsistaient, toujours, en même temps que la tendance accélérée à la *«fascisation»* et au monopolisme, des formes économiques et politiques de la période antérieure. Le fascisme (la forme politique du pouvoir qu'adopte le capital financier dans cette étape) mit un terme à ces dernières (aux formes éco/pol de la période antérieure, NDT), épaulé par le développement du mouvement révolutionnaire et par la nécessité de la concurrence capitaliste dans les pays où les conditions historiques n'étaient pas adaptées à ce besoin.

Il était logique, dès lors, que la tactique de lutte du prolétariat conserve jusque-là, à côté des nouvelles formes de lutte, une partie des anciennes, si bien que, comme l'a indiqué Lénine, ces dernières formes devraient se subordonner aux premières c'est-à-dire, aux nouvelles méthodes de lutte engendrées par les nouvelles conditions économiques et politiques et par l'essor du mouvement révolutionnaire de masses en développement accéléré. *«Les anciennes formes,* disait Lénine, *«ont éclaté, leur nouveau contenu — anti-prolétarien, réactionnaire — ayant atteint un développement démesuré»* ; par conséquent, il faut *«changer, vaincre, se soumettre toutes les formes anciennes aussi bien que nouvelles, non point pour s'accomoder des formes anciennes, mais pour savoir faire de toutes les formes, qu'elles soient anciennes ou nouvelles, un instrument de la victoire du communisme, victoire définitive et totale, décisive et sans retour».*(2)

Les partis révisionnistes et autres groupes semblables, n'ont pas combiné seulement les nouvelles et anciennes formes de lutte mais ont mis de côté peu à peu les premières, les définissant comme *«anciennes et inutiles»*, pour garder uniquement les formes de lutte réellement vieilles et qui ne servent à rien. Et assurés dans ces positions, ils dirigent leurs attaques démagogiques vers le nouveau mouvement révolutionnaire qui ne fait qu'appliquer les nouvelles méthodes de lutte qui correspondent aux nouvelles conditions historiques.

Sur base de cette analyse, notre Parti, le PCE(r), prend la décision de consacrer certains de ses meilleurs cadres à développer un front de lutte armée. Ces cadres furent à la base de la création de l'organisation armée, appelée GRAPO ultérieurement.

Les Groupes de Résistance Antifasciste Premier Octobre (GRAPO) font leur apparition après une longue période de préparation active, dans un moment crucial de la vie politique du pays. Pendant l'été 75, face à la défaite de la politique d'ouverture, le régime débuta une vaste campagne de terreur destinée à ébranler les masses. Le Parti, prévoyant cette réaction, avait déjà alerté les masses et les appelait à la résistance. Après de nombreux assassinats dans les rues, bastonnades et détentions massives pendant l'été, plus connu sous le nom d' *«été de la terreur» ;* la peine de mort fut appliquée le 27 septembre à 5 anti-fascistes. Mais ce crime reçut une réponse immédiate dans l'exécution par les GRAPO de 4 mercenaires du régime. Franco et toute l'oligarchie s'apprêtaient alors, 4 jours après l'orgie sanguinaire, à fêter le premier octobre, sur la place de l'Oriente, la victoire sur le mouvement révolutionnaire. L'opération simultanée de quatre commandos de guérilleros dans différents points de Madrid était la preuve irréfutable que les forces révolutionnaires ne s'étaient pas laissées épouvanter et étaient prêtes à affronter le régime par une lutte plus énergique.

Cette date, à l'origine du nom GRAPO, supposa une épreuve de force entre le fascisme de vieille souche et le prolétariat révolutionnaire mené par le PCE(r), suite à laquelle le mouvement de résistance sortirait vainqueur. Les actions du Premier Octobre obligèrent le régime à stopper son escalade terroriste. Plus de 20 procès pour appliquer la peine de mort furent suspendus et ne furent jamais exécutés. Ce coup asséné à la réaction ouvrit de grandes possibilités aux luttes de masses qui imposaient dans la rue le droit à la grève et aux manifestations, jusque-là encore sévèrement punies par la loi.

La réponse du mouvement de résistance obligea le régime à orienter sa tentative de maintien du vieil appareil fasciste vers d'autres méthodes que la terreur. Il entama pendant que Franco agonisait, les préparatifs de la réforme, intensifiant ses contacts avec l' *«opposition apprivoisée».*

La première année de la *«transition»*, suite à la mort de Franco, fut accompagnée du plus ample mouvement de grève de toute l'histoire sanguinaire du régime. Rien qu'en janvier, février et mars 1976, d'innombrables grèves se produisaient dans tout le pays, accompagnées de barricades et de durs affrontements avec la police. Le trois mars, à Vitoria pendant la grève générale, quatre ouvriers furent assassinés et 70 autres blessés au cours d'un massacre provoqué par la police alors que les ouvriers étaient concentrés en assemblées à l'intérieur d'une église. Le mouvement de solidarité avec Vitoria s'étendit dans tout le pays. Notre Parti, analysant les événements de Vitoria et le caractère de la lutte qui éclata à ce moment, appela les masses à une grève générale et *«à chercher des armes et à apprendre leur maniement».* Répondant ainsi à la nécessité ouvrière de se mobiliser contre le terrorisme d'Etat.

Avec ces derniers événements, il était évident qu'on ne pouvait plus tromper les masses par des promesses et que la répression pure et simple n'apporterait plus aucun résultat. Pour cela les monopoles, en accord avec l'armée et les hautes hiérarchies de l'église, chargent Suarez, ex-secrétaire général du Mouvement de la Phalange et responsable avec Fraga du massacre de Vitoria, de la tâche de *«démocratisation»* du pays. Permettant ainsi la légalisation des partis réformistes, en particulier le parti de Carrillo qui s'était fortement distingué dans la collaboration avec la répression.

Le pouvoir restait dans les mains de ceux qui l'avaient possédé pendant près de 40 ans, dès lors la soi-disant *«réforme démocratique»* n'était qu'un masque derrière lequel on cachait la permanence du fascisme sans Franco, à l'encontre des exigeances de vrai changement démocratique que la classe ouvrière et les autres secteurs populaires réclamaient.

Il était clair donc, que le monopolisme tendait à la réaction, que du fascisme il n'y avait

(1) Lénine, *«Guerre des Partisans».*
(2) Lénine, *«La maladie infantile du communisme (le gauchisme)».*

pas de retour en arrière vers la démocratie. Par conséquent, dans notre pays, il ne peut exister de transition vers le parlementarisme, mais ce qui était engagé, était un procès révolutionnaire, de caractère prolongé, dans lequel le recours à la lutte armée était indispensable pour conquérir la liberté et le socialisme.

Conformes à ces pensées, les GRAPO ont poursuivi leur activité armée, étroitement liée au mouvement de masses. Toutes mises en exécution des objectifs du régime était contre-attaqué par les GRAPO. Les arrestations du Président du Conseil d'Etat, Oriol y Urquijo et du Président du Conseil Suprême de Justice Militaire, le lieutenant général Villæscusa, respectivement en décembre 76 et janvier 77, ont été d'une importance capitale. Ces actions destinées à démasquer la *«réforme»* contribuèrent à désarticuler ses plans et à impulser le mouvement ouvrier et populaire et la lutte pro-amnistie.

## LE PARTI COMMUNISTE DIRIGE L'ENSEMBLE DU MOUVEMENT POPULAIRE DE RESISTANCE ET LA GUERILLA.

L'expérience nous a démontré que seul le rapport entre la lutte revendicative et politique des masses, et la lutte armée permet de démanteler le fascisme, de désarticuler son appareil bureaucratico-militaire et de créer les conditions propices pour le vaste développement du mouvement révolutionnaire. En quelques mois d'offensive armée, les masses apprennent plus qu'en une décennie de développement pacifique, se détachant rapidement des préjugés idéologiques et politiques inculqués par la bourgeoisie. Parallèlement, la répression engagée contre elles leur permet de distinguer clairement les amis des ennemis et les motive à rejeter les vieilles méthodes de lutte inutilisables pour en chercher et en appliquer de nouvelles.

*«A notre époque, la classe ouvrière ne se laisse plus séduire par les fausses promesses et ne dirige plus sa lutte pour atteindre des libertés bourgeoises».* Loin de là, elle impose par sa lutte quotidienne sa propre légalité, et combat la réaction.

Mouvement politique de masses et guerre de guérillas sont deux formes complémentaires du Mouvement de Résistance Populaire qui évoluent parallèlement et en mutuelle relation. Par mouvement politique de masses nous entendons l'ensemble des grèves, manifestations, contestations et autres actions de tout genre qui se produisent continuellement. Partout en forme spontanée, semi-spontanée ou organisée, et qui échappe à tout contrôle des autorités et des partis réformistes.
En font partie, la classe ouvrière et le Parti, comme force principale et dirigeante, la paysannerie, les secteurs populaires des nationalités opprimées, les étudiants et intellectuels progressistes.

Le Mouvement de Résistance Populaire est un mouvement qui n'a pas les mêmes caractéristiques que le Front Populaire dans l'Espagne des années 30. A cette époque, les conditions politiques et sociales étaient différentes. Les diverses couches sociales, du prolétariat et de la paysannerie à la petite bourgeoisie, comptaient sur d'importantes organisations de masses. Les transformations de type démocratico-bourgeois étaient sur le point d'être réalisées.
Actuellement, l'immense majorité du prolétariat et de la paysannerie ainsi que de la jeunesse ouvrière et étudiante, n'est pas organisée. Pour citer un exemple, en Espagne, le pourcentage d'ouvriers syndiqués selon les chiffres officiels, n'arrivaient pas à 11% et tendent en plus à la baisse. Cela dans un pays où la classe ouvrière est la classe la plus importante de la société. Les raisons de cette situation, différenciée par rapport aux autres pays européens, sont

- le caractère social-fasciste des partis et syndicats appelés ouvriers ;
- les traditions révolutionnaires de notre classe et, comme nous l'avons mentionné précédemment ;
- les propres conditions dans lesquelles se développe la lutte de classes.

Cette situation est à la base du caractère semi-spontané et des excellentes conditions qui se présentent pour que le parti du prolétariat puisse prendre la tête et diriger tout le mouvement de Résistance.

Dans ce vaste Mouvement est inclus en tête de ligne, l'activité de guérilla. La guérilla se nourrit du Mouvement et reçoit toutes sortes d'aides.
La guérilla n'aide que celui-ci dans son combat contre la bourgeoisie. Le Parti du prolétariat à travers sa direction politique de la lutte armée, assure et renforce cette relation. Les actions armées donnent aux masses la confiance en leur propre force, facilitent leur organisation et montrent la vulnérabilité du régime. Eliminant ainsi les vestiges de peur et de terreur qu'il essaye d'inspirer. D'autre part, on ne peut imaginer le renouvellement continuel des forces de guérilla, si l'on ne compte pas sur l'inépuisable réserve de recrutement du mouvement populaire. Les GRAPO ne s'attribuent aucun rôle politico-organisationnel spécial ; ils sont une organisation militaire qui aspire à devenir la future armée populaire.

L'impossibilité d'une défense efficace des intérêts de la classe ouvrière et du peuple par la voie légale pacifique et parlementaire, est une des causes de l'apparition de ce mouvement politique de résistance doté de nouvelles formes de lutte. En Espagne, il est impensable de pouvoir constituer de vastes organisations des masses populaires.
Dans la légalité bourgeoise participent seulement les partis et syndicats qui ont trahis les intérêts de la classe ouvrière, en se mettant au service de la bourgeoisie monopoliste. Une authentique opposition révolutionnaire dans la légalité est impossible. La moindre tentative en ce sens signifie d'empêtrer dans les mains de la répression et du contrôle policier, les ouvriers et travailleurs les plus conscients.

Le Parti Communiste est indispensable pour assurer la direction politique et idéologique de tout le Mouvement. La présence et le travail des communistes dote la guérilla de la base et de la direction de classe (prolétarienne) nécessaires pour le bon développement de ses activités. Pour cela, il ne faut pas confondre la lutte et l'organisation armée avec la forme supérieure de l'organisation prolétarienne ; le Parti marxiste-léniniste, dont le rôle est à multiples facettes et absorbe tous les fronts et les formes de lutte.

La majorité des révolutionnaires de tous les pays capitalistes avancés se sont interrogés sur la nécessité du Parti. Les organisations de guérillas se sont vues accomplir la fonction de détachements avancés de la lutte révolutionnaire et, à travers celles-ci, ils ont tenté d'aboutir à la formation de l'avant-garde politique. Notre expérience, dans ce sens, a été l'inverse. En Espagne, les conditions spéciales dans lesquelles se sont développées les luttes de classes, ont conduit les communistes à se centraliser sur la tâche de reconstruction du Parti avant de penser au développement de la lutte armée et d'une organisation de guérilla.

Que ce soit l'avant-garde politique qui précède l'avant-garde militaire ou le contraire ; ce qui est fondamental c'est de mettre en évidence le rôle principal du Parti dans la guérilla et dans l'ensemble du Mouvement.

On peut dire que la réussite ou l'échec des organisations armées révolutionnaires est en fonction du degré d'accomplissement de l'objectif tracé : la construction du Parti. L'absence d'une direction politique dans la guérilla conduit à une mauvaise valorisation de la situation politique et empêche de prévoir son développement ; prive la guérilla et le prolétariat d'une juste politique d'alliances et entrave l'approfondissement de la lutte idéologique. Du point de vue militaire, la direction prolétarienne de la guérilla favorise le juste choix des objectifs et des opérations militaires face à chaque conjoncture politique.

La grande leçon que nous pouvons tirer de notre expérience est que la lutte armée ne suffit pas, par elle-même. L'organisation de guérilla peut, dans certaines conditions et pendant un certain temps, établir des liens avec les masses en gagnant leur cœur ; les mobiliser pour la lutte et démasquer les traitres de la révolution. Mais pour maintenir et approfondir ces relations, l'existence du Parti d'avant-garde est indispensable. Il est essentiel aussi pour doter le prolétariat et les masses d'une organisation solide et de la clarté politique nécessaire, pour consolider le rôle de direction de l'idéologie prolétarienne dans l'ensemble du Mouvement de Résistance, pour assurer la continuité et l'existence même de l'action armée et signifier clairement les objectifs tactiques et stratégiques de chaque étape du processus révolutionnaire.

La lutte dans laquelle nous nous adonnons, a nécessairement un caractère prolongé, vu que nous nous opposons à un ennemi qui compte sur un appareil étatique ramifié et centralisé, avec des moyens relativement puissants et l'appui considérable de l'impérialisme. Les monopoles ne permettront pas au prolétariat de concentrer leurs forces ni de s'organiser. Ils ne se laisseront pas surprendre non plus par une insurrection générale qui éclaterait à un moment donné, comme ce fut le cas lors de la révolution bolchévique de 1917. Cela exige que nous appliquions une stratégie permettant d'accumuler des forces grâce à des attaques partielles, jusqu'à ce qu'elles se convertissent en une véritable guerre de guérillas. C'est dans le processus de lutte prolongée du Mouvement de Résistance qu'on trouvera la conjonction, le renforcement et l'accumulation des forces oganisées, ainsi que l'incorporation des grandes masses à la lutte ouverte pour le pouvoir.

Nous nous trouvons dans une situation dans laquelle les forces populaires sont sur la défensive stratégique, nous pourrions donc parler d'un Mouvement de *«Résistance»*. Mais, au niveau tactique, ce sont les forces populaires, concrètement, la guérilla qui a l'initiative et frappe la réaction, où, quand et comme elle le veut. C'est comme cela que les forces populaires transforment leur désavantage stratégique en avantage tactique et arriveront peut à peu à mener à bien leur objectif d'accumulation de forces et d'affaiblissement de celles de l'ennemi. Lorsque la corrélation des forces sera favorable au peuple, il faudra alors changer l'orientation stratégique. Le fascisme se mettra sur sa défensive et nous passerons à l'offensive. Bien que des lois déterminées et des particularités tactiques du processus révolutionnaire doivent être découvertes au cours de la lutte, la stratégie de la guerre populaire prolongée, dans la forme que nous décrivons, conduira, probablement, à l'explosion finale insurrectionnelle.
L'insurrection générale des masses éclatera dans les villes industrielles les plus importantes, étant donné que la guérilla ne compte pas, ne pourra compter avant beaucoup de temps, dans nos conditions, sur des bases d'appuis ou zones libérées à la campagne dans lesquelles on pourrait concentrer une importante force militaire stratégique. Cette force, en Es-

pagne, est située dans les villes et la forme en est le prolétariat industriel.

Quand arrivera le moment de l'insurrection la consigne classique de : *«Audace, audace et toujours audace»*, qui orienta les deux grandes insurrections populaires de l'histoire et qui, traduite dans un langage plus commun, veut dire: *«Offensive, offensive et rien qu'offensive»*, seulement alors cette stratégie acquierra toute sa signification.

COMMUNE *«KARL MARX»*
DES PRISONNIERS POLITIQUES
DU PCE(r) ET DES GRAPO
Septembre 1984

# P.C. DU PEROU: DEVELOPPONS LA GUERRE DE GUERILLAS.

*«Celui qui ne craint pas de mourir coupé en mille morceaux, ose s'attaquer à l'empereur».*

## LA LUTTE ARMEE AVANCE VICTORIEUSEMENT.

Le Parti Communiste du Pérou, avant garde organisée du prolétariat, a été fondé par Mariatégui et a été reconstruit après 15 ans de dur travail, comme parti de type nouveau, marxiste-léniniste-maoïste. Il assume son rôle historique et combat le pouvoir pour cette classe et le peuple. En mai 1980, il a allumé les flammes invincibles et grandissantes de la lutte armée, de la guerre de guerrillas dans notre patrie.

Cette lutte est de jour en jour plus enracinée et liée à la lutte des classes et se convertira en un ouragan terrible et armé qui fera table rase du vieil ordre pourri et fera surgir une patrie réellement libre, souveraine et offrant le bien-être aux millions d'exploités et opprimés.

En 21 mois, le parti a commencé et a considérablement développé le seul chemin possible de notre émancipation populaire et nationale : la lutte armée, la guerre de guerrillas qui brûle victorieusement au travers de 2.900 actions, qui ont secoué toute notre géographie, tous les départements du pays sauf quatre : la forêt, la côte, la sierra, la ville et la campagne. La campagne et la montagne sont l'appui puissant et naturel de toute guerre révolutionnaire possible dans le pays et notre guerre est une guerre paysanne dirigée par le Parti.

Elle fait de la campagne le bastion armé de la révolution en formant des bases d'appui s'inspirant du Nouvel Etat d'ouvriers et de paysans. Elle isole la réaction et son maître l'impérialisme dans les villes où le prolétariat et les masses populaires, en brûlant la plante de leurs pattes ensanglantées surtout par les actions armées au service de la lutte à la campagne, qui est le centre de la tourmente, préparent les conditions de l'assaut final des villes. Cet assaut final balaiera complètement l'ordre réactionnaire et l'armée qui est son appui. C'est le seul chemin révolutionnaire et il est déjà tracé, par lui passent et passeront le prolétariat et les masses, notre peuple, pour s'émanciper de manière autonome, armé. *«Le peuple — et le peuple seul — est la force motrice qui fait la révolution mondiale»*.

2.900 actions, actions qui ont commencé avec le boycott des élections générales de 1980, matérialisées à Chuschi et en de multiples endroits. Elles frappent grâce à l'agitation et à la propagande armée, par la prise d'émetteurs locaux, de tracts, d'affiches et d'actions directes qui sèment la panique parmi les réactionnaires et l'enthousiasme populaire grâce à nos consignes de *«Lutte Armée, Gouvernement d'Ouvriers et de Paysans, A Bas le Gouvernement Réactionnaire»*. Elles montrent un nouveau monde à gagner grâce aux faucilles et aux marteaux qui illuminent les collines et les drapeaux rouges insaisissables, élevés sur les hauteurs et qui proclament que *«on a raison de se révolter»*.

Actions qui se concrétisent en manifestations armées qui donnent du courage aux paysans, sont des leçons pour le peuple et alarment la réaction, comme à Miraflores et San Isidro. Sabotages qui frappent et enlèvent ses bases au système économique et social de l'exploitation régnante, faisant exploser les pylones radio et d'énergie électrique qui sont à l'origine de coupures de courant dans de larges régions comme celles du centre et du nord du pays, y compris la capitale, d'incendies comme ceux de ENCIA Huacho, San Martin de Porres, Fiat, Toyota, Hindu, Hogar à Lima et des champs de cannes à sucre du Nord ; actions répétées contre les banques dans tout le pays et entreprises réactionnaires comme Bata, Hartinger, Centromin, etc., ainsi que contre des collèges élitistes et aristocratiques, expression humiliante d'une éducation furieusement réactionnaire et au service de l'étranger.

Des actions décisives qui ébranlent les bases semi-féodales de l'Etat en déchaînant le poids de l'action armée revendicatrice contre les *«caciques»* d'ancien et de nouveau type comme à Airabamba, Aisarca, Urpihuata, Palermo, Toxama et Pincos entre autres, véritable joie paysanne qui voit renaître son espoir et sa combativité jamais disparues. Il faut ajouter les très importantes prises de villages comme Acosvinchos, Vinchos, Cayara, Pomatambo et Occroro qui secouent intensément et profondément les campagnes, impulsant l'incorporation des masses à la lutte armée.

Des actions fortes qui visent directement l'impérialisme yankee, principale force de domination ici dans notre pays, comme les attaques contre la Southern au Sud du pays, la série d'actions contre les entreprises yankee ou liées à elles dans la capitale et tout particulièrement le coup d'éclat contre l'Ambassade et Résidence des Etats-Unis, et l'explosion symbolique du buste de Kennedy à Miraflores. Ainsi que les actions contre l'Ambassade de Chine, sinistre tanière du révisionniste Teng et de ses complices amis des yankee et grand traître au mouvement communiste international et au marxisme-léninisme-maoïsme principalement.

Et les actions directes, vitales et importantes contre l'Etat, son appareil et ses forces répressives, spécialement la police. Une multitude d'actions contre les tribunaux, préfectures, inspections du travail, centre des impôts, bureaux électoraux, municipalité, ministères, locaux d'Action Populaire dans tout le pays y compris le siège central à Lima, et jusqu'au propre Parlement National, les locaux de la G.C., G.R. et PIP, dans tout le pays. Ainsi que l'action exemplaire contre les forces répressives d'Areguipa et de Huara entre autres, et contre des notables locaux qui se donnent de l'importance, bien connus comme ennemis du peuple et assassins de combattants.
Toutes les attaques importantes et audacieuses contre les postes de police et les points de surveillance comme ceux de Ocabamba, Luricocha, La Ramada, Quinua, Tapuc, Yauli, Tambo, Quicapata, Totos, Yanahorco, Acchi, Puno et Tacna et dont la capacité s'exprime clairement dans l'attaque récente à San José de Secce ; ainsi que le désarmement de policiers à Lima et à Ayacucho, l'incursion importante dans la base aéronavale du Callao, qu'on a vainement prétendu cacher. Toutes ces actions frappent durement les forces répressives dans leur propre réserve de chair à canon utilisant des personnes dont les intérêts ne sont pas les leurs.

Ces actions nous permettent de confisquer des armes à l'ennemi, source principale de notre propre armement et ce qui est fondamental de porter de durs coups au moral de l'appareil d'Etat réactionnaire et de son contingent.

Et la brillante et juste application de la politique d'évasion comme le montre l'attaque de la prison publique d'Ayacucho, le 2 mars, action héroïque qui marque un moment historique dans notre lutte armée et dans les annales de la révolution péruvienne. Elle a arraché nos camarades et combattants des cachots de l'Etat réactionnaire du Pérou. Ainsi notre guerre de guerrillas grâce à l'audace, l'effort et le sang versé par les soldats du peuple est fortifiée et a fait un grand bond en avant dans son développement. Mais tout comme nous célébrons cette grande victoire, nous protestons, dénonçons et condamnons l'horrible assassinat, le massacre de 3 de nos camarades aguerris qui ont été assassinés lâchement, abjectement et misérablement par les forces de police, dans leur défaite rageuse et leur sinistre haine à l'hôpital régional d'Ayacucho. Ces dernières prétendirent aussi éliminer 2 autres fils du peuple qui furent sauvés par d'autres malades, travailleurs, qui les sauvèrent des griffes des sbires. Tous les 5 étaient en convalescence à l'hôpital, sous surveillance de la police. Le peuple ne laissera pas impuni un tel assassinat exécrable ; nous sommes des combattants et nous savons que la lutte armée implique sa part de sang versé ; les faits le prouvent, nous offrons nos vies comme nous l'avons appris du peuple et du prolétariat et comme la révolution l'exige. Mais dans notre guerre révolutionnaire nous appliquons et nous appliquerons une politique de prisonnier et de lutte qui correspond aux lois de la guerre. Et comme nous le pratiquons, nous l'exigeons. Ainsi les tortures, les viols, les crimes et assassinats contre les fils du peuple et spécialement contre nos combattants, nous les punirons selon les lois de la justice populaire, nous en serons les exécuteurs et nous saurons la faire respecter, même s'il se passe plusieurs années entre le crime et la juste sanction que nous imposerons. La réaction péruvienne et son gouvernement commandé par Belaùnde et sa bande ont monté une nouvelle opération policière dirigée contre nous. Nous nous contenterons de dire, en nous basant sur le fait que notre guerre est juste et révolutionnaire, que cette opération est vouée à l'échec comme l'ont été les précédentes et finalement le démagogue Belaùnde a déjà reçu notre réponse directement. Le 10 mars, avec de la dynamite, nous avons fait trembler son *«Palais du gouvernement»*. Que l'on entende la voix du peuple armé !

Ce sont 2.900 actions qui prouvent la combativité et l'ardeur de notre récente force armée révolutionnaire, armée par le parti. Actions armées qui se développent dans les campagnes et dans les villes mais principalement dans les premières. Lutte armée qui prend diverses formes d'actions mais dont l'axe est l'action de guerrilla, la guerre de guerrillas que les autres formes servent. Action armée qui se nourrit et s'appuie sur la lutte de classes de notre peuple, et particulièrement les ouvriers et les paysans.

Une action armée en puissance et aux brillantes perspectives qui, jusqu'à aujourd'hui, nous a donné quatre grandes conquêtes : la première est la vaillance du Parti : dirigeants, cadres, militants et combattants tous unis dans la lutte se forgent dans l'unique et définitif creuset révolutionnaire : la lutte armée. Mais, si déjà ceci est une conquête grandiose, il s'en ajoute d'autres de portée palpable et compréhensible : la formation et la construction d'une force armée dirigée par le Parti qui surgit du feu vivant de la guerre de guerrillas comme l'instrument principal de la réalisation des tâches politiques que la révolution péruvienne, sous la direction du prolétariat, a établies. Une force armée qui se développera comme la colonne vertébrale du Nouvel Etat d'ouvriers et de paysans.
Une troisième conquête est le développement considérable et la qualité toujours plus élevée que nos actions armées atteignent ; des actions qui expriment un caractère de masse dans leur nombre et la capacité des fils du peuple à les accomplir ainsi qu'une qualité croissante concrétisée dans le niveau élevé qu'elles atteignent. Et, finalement, une quatrième conquête qui, par sa portée est primordiale: l'éclosion et le développement de zones de guerrillas, dont l'importance réside dans le fait qu'elles sont le domaine dans lequel, au moyen de la force et de la vague armée croissante de la guerre de guerrillas, nous devons construire nos futures bases d'appui, les bastions avancés et révolutionnaires conçus par la pensée militaire du Président Mao Tsetung, bases qui sont l'essence même du chemin vers l'encerclement des villes par la campagne, l'essence même de la guerre populaire.

Pour tout cela, nous disons à notre classe — au prolétariat — et au peuple de notre patrie — en particulier à notre indomptable paysannerie — que la lutte armée brûle d'une flamme victorieuse ; et, qu'à travers ses premiers incendies qui allument le grand bûcher de l'avenir, les masses elles-mêmes assument leur propre destin dans leurs mains invaincues, créatrices et sûres, génératrices de toute l'histoire et de toute révolution.

## L'ACTION CONTRE-REVOLUTIONNAIRE ATTISE NOTRE LUTTE.

Et quelle a été la réponse réactionnaire ? Quelle a été l'action du gouvernement soi-disant démocratique et respectueux de l'ordre constitutionnel et des vénérés droits de l'homme ? En accord avec son caractère et sa logique réactionnaire, dès le début, il a déchaîné sur nous, militants et combattants révolutionnaires, la persécution et la répression, la torture, la prison et la mort. Le gouvernement de Belaùnde, faux démocrate et démagogue hypocrite, a lancé ses forces répressives, surtout policières, pour noyer dans le sang notre révolution armée naissante.

Foulant aux pieds les droits élémentaires universellement reconnus et établis par la constitution tant vantée de 1979, le gouvernement réactionnaire de Belaùnde et ses prétendues forces de l'ordre ont brutalement violé et saccagé tous les domiciles qu'ils ont voulu, ils ont pourchassé, arrêté et emprisonné ceux qui désignaient la toute-puissance et l'abus, ils ont brûlé, volé, violé et assassiné impunément les enfants du peuple selon leurs plus bas instincts ; ils ont rassasié leurs noirs désirs réactionnaires en frappant furieusement les masses, principalement paysannes, prétendant stupidement les intimider et les écarter de la lutte armée ; ils ont généralisé la torture, cherchant ainsi à briser les volontés et à arracher de fausses confessions, humiliant avec obstination et perversité afin d'abattre le moral révolutionnaire et d'anihiler des combattants ; ils ont développé le viol comme moyen infâme, abject et humiliant de soumettre et de ternir l'esprit limpide, décidé et ferme des filles du peuple ; ils ont nié tout droit et toute garantie aux prisonniers, ils ont monté contre eux une constante persécution, même derrière les grilles de leurs immondes cachots, et ils ont étendu le harcèlement et la répression jusqu'à leurs parents. Ainsi la persécution et la répression de l'action armée et du peuple se développent comme une comédie du respect fallacieux des droits les plus élémentaires et comme un véritable et sinistre plan de soumission du peuple par la violence contre-révolutionnaire ; mais tout cela ne donne pas les noirs desseins espérés, car les fils du peuple, de la classe et du Parti se dressent victorieux et résolus dans leurs tranchées de combat, quelque soit le lieu où ils se trouvent.

En outre, le néfaste gouvernement de Belaùnde a fait appel à la législation en promulguant le Décret-Loi nº 46, véritable loi terroriste qu'il arbore comme un gourdin contre l'action

armée et le peuple; cette sombre disposition viole les principes les plus élémentaires du droit pénal bourgeois lui-même et établit des sanctions exorbitantes, et s'il n'instaure pas la peine de mort, ce qu'il cherche à obtenir aujourd'hui sournoisement mais avec empressement, c'est parce que la constitution actuelle l'interdit et qu'il n'a pas encore trouvé les conditions pour la modifier. Et toute la réaction, en particulier ses malotrus et ronds de cuir, au nom des prétendus *«ordre»* et *«paix sociale»*, réclame à grands cris la *«stricte application de la loi»*. Ainsi, le soi-disant pouvoir judiciaire autonome a mis en marche son sinistre système oppresseur de lois, juges, procès et prisons; et en utilisant des preuves fabriquées de toutes pièces, en accélérant les démarches, en tournant les lois et en trahissant des principes que l'on dit sauvegarder, il a commencé à assener sa trique pourrie sur les fils des masses en leur imposant de monstrueux châtiments, que même certains réactionnaires ont critiqué par leur grossièreté et leur résultat contraire au but fixé. La justice réactionnaire sourde et aveugle s'est mise en mouvement, comme il allait de soi, en défenseur de l'ordre exploiteur et oppressif caduc mais, ce faisant – il ne pouvait en être autrement – elle montre plus clairement son essence contre-révolutionnaire en mettant mieux en évidence les noires entrailles du système légal et du sacro-saint pouvoir judiciaire. Mais, le vieil égorgement légal ne pourra pas non plus faire plier les fils du peuple qui le défient déjà, dressés dans la révolution.

Mais en plus de la persécution et de la répression, de la torture et de la prison, de la trique légale et de l'appareil judiciaire ainsi que de l'action de ses limiers de la sécurité et des services secrets, dont certains sbires sont et resteront dans la mémoire du peuple, le gouvernement a monté des opérations policières indépendantes et conjointes aux forces policières GC, GR et PIP et aux corps antisubversifs correspondants. Sinchis et Dicote en particulier. Ils ont monté deux opérations d'envergure jusqu'à aujourd'hui : la première en janvier 81 et la seconde, de plus grande importance, en octobre de la même année; ils ont ainsi instauré l'état d'urgence dans cinq provinces d'Ayacucho afin de se donner une meilleure faculté d'action et une large impunité, et ont bénéficié en outre de l'appui et des conseils des forces armées.

Quel a été le résultat de l'opération d'octobre si bruyamment annoncée ? L'échec le plus total; elle a même été conclue en silence, sans peine ni gloire et sans même que soit présenté le plus simple rapport public qui rende compte des résultats de la vaste mobilisation policière qui, évidemment, a entraîné de gigantesques dépenses. Ce qu'ils ont baptisé *«opération définitive»* a été l'accouchement d'une montagne et a produit plus de bruit que de mal. Cela se prouve facilement, car elle a échoué dans ses objectifs aisément : extirper l'action armée, détruire les organisations armées populaires et anihiler le Parti dans la région affectée; et qu'ils n'aient rien réussi de cela coule de source si l'on se souvient que le 10 décembre, au beau milieu de l'état d'urgence et de l'opération qu'ils n'avaient pas encore terminée, se sont produits l'attaque de poste de police de Totos et d'autres actions qui lui succédèrent immédiatement dans la région d'Ayacucho et qui s'achevèrent par l'action retentissante de San José de Secce.

Qu'a montré l'opération antisubversive ? Tout simplement que les masses résistaient et repoussaient l'agression; que la brutalité, la toute puissance et la violence réactionnaires ne les effrayaient pas mais au contraire accentuaient sa juste colère de classe, les poussant à affronter, les mains même désarmées, les agresseurs armés et pourvus de tout l'armement de l'Etat. Preuve que le peuple appuie et protège la lutte armée, la guerre de guerrillas, et qui l'alimente et la défend avec sa propre vie; preuve que sa raison, son cœur et sa volonté poussent au développement des guerrillas car celles-ci servent sa libération. Les opérations policières et toute l'action répressive montrent seulement que le combat fortifie et se développe, et que ce que nous paysans avec nos efforts, nos souffrances et notre sang n'est autre que le quota correspondant au fait de nous être soulevés en armes, juste et nécessaire rébellion pour la classe et le peuple. Il a été démontré que dans l'action armée, elle-même, nous apprenons à combattre, et que nous avançons et que nous avancerons plus encore, si nous suivons scrupuleusement la direction du Parti dont la juste et correcte ligne idéologique et politique se concrétise par des faits incontestables comme ceux qui jalonnent les vingt et un mois de la puissante lutte révolutionnaire armée.

Quelle est l'essence politique et militaire du gouvernement face à la guerrilla ? C'est de la combattre comme *«terrorisme»*. Mais ce faisant, la réaction péruvienne, son Etat et son gouvernement belaùndiste ne font que suivre leur patron mis en place par son maître impérialiste yankee pour combattre la lutte armée. Tout le monde sait que Reagan, président des Etats-Unis, Haig son secrétaire aux relations extérieures et leurs acolytes, taxent de *«terrorisme»* les guerres révolutionnaires qui se mènent aujourd'hui dans le monde entier.

Ils prétendent ainsi dénigrer l'action armée en jouant sur le juste refus des masses du vieux terrorisme individualiste, anarchiste et inconséquent que les classiques du marxisme ont condamné. Ils cherchent à regrouper au nom de la défense supposée de la vie, de la propriété et de la soi-disant *«paix sociale»*, rêvant ainsi de mettre les masses de leur côté, ou au moins de les neutraliser.

De cette manière, appeler *«terrorisme»* la lutte armée, n'est qu'une position démagogique et réactionnaire de l'impérialisme yankee. Il l'arbore pour s'opposer à la révolution armée, en cherchant à la discréditer, pendant qu'il monte une répression sanguinaire et un génocide. De plus, il utilise cette manœuvre pourrie pour rivaliser, pour l'hégémonie mondiale, avec le social impérialisme. Ils prétendent lier l'action révolutionnaire, à travers le prétendu *«terrorisme»*, à la super-puissance sociale impérialiste et ainsi également discréditer la révolution, car elle ne peut d'aucune manière être unie au centre sinistres du révisionnisme contemporain qui a transformé la patrie de Lenine et de Staline en la super puissance hégémoniste actuelle.

Comme de juste, la réaction péruvienne, son gouvernement belaùndiste et leurs plumitifs n'ont fait qu'appliquer point par point les ordres et le plan de leur maître impérialiste. Mais il n'y a pas qu'eux qui condamnent notre lutte armée de *«terrorisme»* : à ce carrosse se sont joints les opportunistes dirigés par le révisionniste endurci Jorge Del Prado et sa clique, adepte aveugle du sceptre impérial de Brejnev, maître du révisionnisme russe et grand marionnettiste, du révisionnisme mondial. Il est normal que ces ennemis de la révolution agissent ainsi, car ils ne peuvent rester les bras croisés devant l'effondrement de leur chevauchement dépassé des masses, en vieux serviteurs au service de la collusion et de la lutte entre le social impérialisme et l'impérialisme yankee. Mais *«Patria Roja»* s'est joint au même chœur, et appelle furieusement la gauche autoproclamée à décréter la guerre sainte contre le supposé *«terrorisme»*, réclamant, en une distribution des tâches néfastes, à assumer la lutte idéologique et politique contre le *«terrorisme»*, tandis que le gouvernement assume la lutte répressive complète et totale. Ceux qui étaient hier les *«ennemis»* de Teng Hsiao Ping et qui en sont aujourd'hui les adorateurs ne peuvent faire moins que de nous attaquer, qui combattons l'associé impérialiste yankee de leur nouveau maître, et plus encore parce que nous appliquons le marxisme-léninisme-maoïsme qu'ils invoquaient hier et qu'ils renient aujourd'hui. Cependant, d'autres encore s'unissent à la même compagnie, éblouis par ce qu'ils ont appelé *«ouverture démocratique»* et *«perspective parlementaire»* et qui, bien que la réalité mette en miettes leurs illusions, continuent à délirer dans le crétinisme parlementaire en rêvant éveillés aux élections de 1985. Mais en fin de compte, les uns et les autres, qui paraissent réunis, ne représentent qu'une couche superficielle qui flotte sur la mer profonde que sont les masses populaires de notre patrie. Rappelons-nous que pour le marxisme, il y a une seule tactique quand on se réfère aux masses : différencier les masses profondes innombrables qui montent des profondeurs, de cette écume sale et putride qui flotte au gré des vagues, servant de soutien fragile au bureaucratisme des notables et caciques locaux ainsi qu'aux faux partis prolétariens mais vrais *«partis ouvriers bourgeois»*. Cette tactique unique impose d'enseigner aux masses, en théorie et en pratique, la violence révolutionnaire dans la lutte conséquente ferme et permanente contre l'opportunisme.

Aux uns et aux autres, à ceux qui se prétendent marxistes et combattants révolutionnaires, soit qu'ils reprennent, hésitent ou se rapprochent de l'engrenage impérialiste d'appeler *«terrorisme»* la lutte armée qui soulève les entrailles mêmes de la lutte des classes de notre peuple, nous reproduisons les paragraphes suivants du grand Lenine :

*«Ainsi donc, malgré tout, les choses avancent. L'armement des masses a fait des progrès malgré les difficultés incroyables et indescriptibles. La terreur individuelle, cette élucubration de la débilité des intellectuels est reléguée au passé... les actions militaires en jonction avec le peuple commencent. Voilà ce qui arrive quand les pionniers de la lutte armée se fondent avec les masses, non pas en paroles, mais dans les faits, quand ils se mettent à la tête de groupes de combats et des détachements du prolétariat, quand ils éduquent dans le fer et le feu de la guerre civile, les dizaines de, chefs populaires qui demain, au jour de l'insurrection ouvrière, sauront aider de leur expérience et de leur valeur héroïque les milliers et dizaines de milliers d'ouvriers»...*

*«Vive les créateurs de l'armée populaire révolutionnaire».*

*«Cela n'est pas un complot contre un personnage quelconque particulièrement odieux, ce n'est pas un acte de vengeance, ce n'est pas une solution provoquée par le désespoir, ce n'est pas un simple acte de «frayeur», non, c'est le début, soigneusement réfléchi et préparé, calculé selon la corrélation des forces, c'est le commencement des actions des détachements de l'armée révolutionnaire».*

*«Heureusement, le temps est passé dans lequel des révolutionnaires isolés «faisaient» la révolution, en l'absence d'un peuple révolutionnaire. La bombe a cessé d'être l'arme des «pétaradeurs» individuels et est arrivée à être l'élément nécessaire de l'armement du peuple...»*

*«Nous avons été d'expérience en expérience, nous avons tenté de créer une armée volontaire, en avançant à l'aveuglette, à tatons, en recherchant les chemins pour résoudre la tâche de cette situation concrète. Et la tâche était claire».*

*«Actuellement, nous sommes encore très loin de nous être libérés de ces difficultés. Au début, nous les voyions d'une manière complètement abstraite, comme des révolutionnaires qui font des discours, mais qui ignorent complètement comment aborder les problèmes. Naturellement de nombreuses personnes nous accusaient, et tous les socialistes et*

*social-démocrates également, nous accusent, encore aujourd'hui, d'avoir mis la main sur ces questions sans savoir comment les résoudre. Mais ce ne sont que des accusations ridicules de cadavres vivants. Comme s'il était possible de se lancer dans la plus grande des révolutions en sachant d'avance comment elle se terminerait ! Et comme si ces connaissances pouvaient s'apprendre dans les livres ! Non, nos décisions ne peuvent que surgir de l'expérience des masses...»*

En conclusion, pendant que le début de la lutte armée se développe en une guerre de guerrilla ardente, avec des perspectives brillantes, la contre-révolution suivant sa logique réactionnaire nous attaque et nous combat, et il y a ceux qui se joignent au chœur en suivant leurs lointains maîtres révisionnistes, tandis que d'autres se retrouvent sur le même but ou s'approchent du même chemin. Et tant que le peuple nous soutient et nous anime, en augmentant encore nos forces, il y a ceux qui veulent masquer et amoindrir notre action révolutionnaire sous la couverture pourrie du **«terrorisme»**, sentant que nous sommes la révolution armée en marche; il y a ceux qui nous appellent **«sentier ténébreux»**, pendant qu'ils prétendent maintenir l'obscurité qui recule déjà devant notre action lumineuse guidée par le marxisme-léninisme-maoïsme; il y a ceux qui nous disent **«antipatriotes»**, pendant qu'eux-mêmes vendent la patrie à l'impérialisme; il y a ceux qui nous disent **«infantiles»** sans aucune preuve et sans savoir, si cela était le cas, que l'authentique lutte de la classe et du peuple nous enseigne et nous mûrit, tandis que la sénilité opportuniste pourrit et que c'est un mal contagieux sans respect pour l'âge; il y a ceux qui nous taxent de **«provocateurs»**, sans remarquer dans leur aveuglement qu'ils sont des provocateurs permanents de la juste colère populaire pour être des promoteurs impénitents et ratés de la capitulation populaire. Pourtant, sur une chose ils ont complètement et totalement raison : nous ne sommes pas des adorateurs du crétinisme parlementaire, ni des pèlerins endurcis de l'opportunisme électoraliste. Nous sommes simplement et clairement marxistes-leninistes-maoïstes.

Le Président Mao Tsé Toung nous a appris : **«C'est une bonne chose que l'ennemi nous attaque, c'est la preuve que nous avons tracé une claire ligne de démarcation entre l'ennemi et nous même. C'est encore mieux si l'ennemi nous attaque avec furie et nous décrit comme manquant de toute vertu et n'ayant rien de bon; cela démontre que non seulement nous avons établi une claire ligne de division entre l'ennemi et nous, mais que nous avons atteint de grands succès dans notre tâche».**

Pour tout cela, nous affirmons catégoriquement : L'ACTION CONTRE-REVOLUTIONNAIRE ATTISE NOTRE LUTTE.

## LA CRISE DE L'ORDRE REACTIONNAIRE S'ACCENTUE ET LE PEUPLE ACCLAME LA REVOLUTION ARMEE

Quelle est la situation actuelle de la réaction? Le gouvernement militaire antérieur qui dura douze ans, s'était donné deux tâches en prenant le pouvoir : 1) approfondir le développement du capitalisme bureaucratique, et 2) réorganiser la société péruvienne. Pour accomplir la première il développa comme outil principal la fonction économique de l'Etat; pour réaliser la seconde, il suivit une conception politique fasciste et impulsa la réorganisation corporatiste de la société. Dans une première phase, il avança dans la réalisation de ses objectifs mais la crise économique qu'il avait lui-même générée, et surtout, la lutte persistante des masses populaires, obligèrent le gouvernement militaire à remettre en question ses objectifs, ce qui se concrétisa par un réajustement général pour, ensuite, passer à la restructuration corporative tendant à constitutionnaliser les résultats qu'il s'était fixé depuis le début, et remettre ensuite le pouvoir d'Etat.

Cependant, l'aggravation de la crise économique et l'intensification de la lutte des classes firent échouer ses buts et la nouvelle constitution qui impliquait la troisième restructuration de l'Etat péruvien durant ce siècle ne parvient pas à corporatiser la société péruvienne; elle a permis seulement le renforcement du pouvoir exécutif au détriment du Parlement, et la plus grande participation des forces armées dans la conduite de l'Etat. Comme corollaire de la gestion militaire, deux processus électoraux ont eu lieu, l'élection de l'Assemblée Constituante, et les élections générales de 1980 qui exprimèrent l'une et l'autre le développement de l'abstentionnisme, affirmant ainsi la tendance commune à toute l'Amérique latine à ne rien attendre ni des élections ni des gouvernements en place.

Ce fut donc dans ces conditions que Belaùnde accéda au pouvoir, et aujourd'hui, plus d'un an et demi après le début de son mandat, la crise économique se maintient, et le décollage de la production tant espéré n'apparait pas à l'horizon d'un avenir même très lointain; une inflation croissante et persistante continue à frapper la marche économique, et les déficits budgétaires, base principale de l'action de l'Etat, augmentent irrésistiblement et maltraitent chaque jour plus l'économie péruvienne malade. L'impérialisme enfonce de plus en plus ses griffes dans notre patrie, s'appropriant chaque jour nos ressources naturelles et en particulier le pétrole, il développe ses tentacules jusque dans les entrailles de notre paysannerie et intensifie son contrôle sur le commerce et les finances du pays. Le processus de la soi-disant *«réforme agraire»* est terminé et le chœur des opportunistes électoraux considère le problème de la terre comme résolu : ils prétendent vendre aux paysans les fondements de la base agro-pastorale tout en soutenant l'évolution de la *«propriété associative»* et empêcher le retour des notables locaux pour promouvoir le capitalisme bureaucratique dans l'agriculture sous le contrôle des grands banquiers et la participation directe de l'impérialisme yankee. Le prolétariat et les travailleurs doivent supporter le chômage persistant et la réduction réelle de leur salaire et pouvoir d'achat, les conditions de travail qui s'aggravent et leurs conquêtes sociales niées ou menacées chaque jour tel que le droit de grève; la petite bourgeoisie doit supporter une paupérisation croissante et plus particulièrement la couche des intellectuels de plus en plus frustrés. Le peuple en général doit affronter la faim à laquelle le condamne encore plus le nouveau gouvernement. La bourgeoisie nationale, le capital moyen voit croître les restrictions sur ses entreprises et son commerce, souffrant également des conséquences du travail de sape réalisé et intensifié dans l'industrie nationale par le nouveau régime. Tandis que dans le propre sein de la grande bourgeoisie un âpre combat se livre entre les factions bureaucratiques et compradores pour savoir qui va gagner le plus.

Synthétiquement, en suivant l'orientation de développement qui consiste à placer le grand capital monopolistique principalement yankee comme moteur du processus économique, le gouvernement actuel vise à développer encore plus la structure semi-féodale sous-jacente qui continue à dominer les campagnes au bénéfice direct des grands propriétaires fonciers de l'ancien ou du nouvel ordre, et des paysans riches; le gouvernement actuel sape l'élémentaire structure industrielle du pays pour l'orienter plus encore vers la production extractive, principalement minière et pétrolière; et après avoir transféré et jeté aux enchères les entreprises d'état que le gouvernement antérieur avait concentré entre ses mains en se déchargeant sur les épaules du peuple de tout le poids de la charge, et en particulier celle de l'épuisante dette publique, on s'apprête aujourd'hui à les offrir comme des mets succulents aux gosiers insatiables du grand capital, plus spécialement impérialiste. L'actuel gouvernement réactionnaire, dont la tête et le principal et premier responsable est Belaùnde, s'évertue, activement et servilement comme aucun autre, à développer plus encore le capitalisme bureaucratique dans le pays (capitalisme du grand capital monopoliste inféodé aux grands propriétaires fonciers et soumis à l'impérialisme), au bénéfice principalement du grand capital monopoliste, spécialement du grand capital banquier et financier, sous l'asphyxiante domination croissante de l'impérialisme nord américain. Mais si tel est bien le schéma et la ligne principale que le gouvernement suit, inextricable lutte d'intérêts entre exploiteurs, la crise persistante et croissante, et plus encore, la lutte de classes qui se polarise chaque jour plus, ne permettent pas au gouvernement de surmonter les difficultés présentes, condition indispensable pour pouvoir structurer un plan cohérent, fondé sur un programme clair et défini, comme le réclame à grands cris la propre organisation de l'exploitation actuelle.

Sur le plan politique, le gouvernement continue à s'affronter à la conjoncture de la lutte de classes complexe et embrouillée qui a débouché sur la mise en marche d'une nouvelle constitution, la consolidation d'une bureaucratie qui lui soit totalement soumise et le regroupement des forces politiques réactionnaires qui avaient hiberné pendant douze ans. Et surtout la répression des masses étouffées pendant de longues années par la crise qui développent à nouveau leur action pour leurs propres et justes intérêts. Plus encore, cette masse sermonée durement par un long gouvernement démagogique qui feignait d'être *«révolutionnaire»* avec l'aide, ô combien empressée, des opportunistes de toujours, se voit refuser la satisfaction de ses plus élémentaires nécessités. Tout cela compliqua outre mesure la situation pour la manœuvre réactionnaire; cependant la réalité s'aiguisa plus encore, en un an et demi, le peuple vit très clairement la caducité de l'ordre démocratique bourgeois et toute son évocation hypocrite des droits et des libertés et la réalité de leur refus brutal. L'obsolescence de l'institution parlementaire se développe comme un tonneau vide déclinant, qui s'enfonce dans une rhétorique vide et stérile, *«pères de la patrie»* sacralisés, alors que leurs fonctions législatives essentielles déclinent devant l'insolente invasion d'une juridiction perpétrée par l'Exécutif. Un prétendu pouvoir judiciaire ankylosé qui agonise et maintient sa fonction seulement par inertie sous des montagnes de procès pendants, prévarication, soumission servile à quelque autorité puissante et la constante violation des propres principes substantiels du droit réactionnaire; tout, comme toujours, étant contre le peuple, il se gave plus spécialement aujourd'hui des combattants révolutionnaires. Un soi-disant pouvoir électoral autonome qui trafique coutumièrement les élections, prétextant systématiquement les plus grossières falsifications. A ceci, il faut ajouter les luttes et divisions aiguës des partis réactionnaires qui sont toujours l'occasion de scandales publics et le centre de confirmation des abus de toutes sortes. Ainsi le système politique réactionnaire montre clairement sa caducité et son pourrissement dissimulés sous le masque d'une démocratie apparente et d'un intérêt feint pour les masses auxquelles il ne demande que leurs voix occasionnellement en faisant battre le tambour d'une réelle démagogie; de cette façon, comme l'enseigne le marxisme, les forces armées et les forces policières, mais principalement les premières, deviennent chaque fois plus la

colonne vertébrale de l'ordre étatique réactionnaire, et son véritable tuteur, de là leur importance chaque jour plus déterminante et croissante dans le pouvoir d'état; cependant n'oublions jamais qu'une force armée ne possède stratégiquement seulement que la force de la société qu'elle défend même si, tactiquement, elle se présente armée jusqu'aux dents.

Idéologiquement, l'ordre dominant, exploiteur et oppressif est lui aussi en crise comme le prouvent les lamentations pharisiennes sur la dénommée *«crise morale du peuple»*, qui n'est rien d'autre que la rupture des vieux principes qui tombent en morceaux sous les coups de la crise économique galopante et du dépassement politique de la réaction; et ceci est précisément le principal, la crise des principes démocratiques bourgeois et de son organisation sociale, qui, dépassés par le développement historique de la lutte des classes, par la puissante ascension du prolétariat et des masses populaires et par le grandiose processus radicalement transformateur que le marxisme-léninisme-maoïsme a imprimé sur tout le monde. Ces principes révèlent toujours plus leur caractère dépassé à la lumière du jour, non seulement dans une perspective historique mais aussi dans la situation politique. Le poids chaque jour déclinant des principes démocratiques bourgeois, qui ont été révolutionnaires dans le passé, montre depuis plusieurs décades déjà leur caractère réactionnaire et le déclin de leur influence sur le peuple apparaît au grand jour avec l'expérience des dernières élections dans le pays; Belaùnde prit le pouvoir avec 46% des suffrages exprimés, et se sentit pour cela porté aux nues, et détenteur d'un pouvoir absolu, avec une voix dépassant la lutte des classes et dominant les conflits; cependant il a fallu moins d'un an et demi pour que son château de votes s'écroule comme une écume pourrie, et que sa grande autorité devienne, dans le cahot et la tourmente, un total discrédit.

Indiquons finalement et en passant, la question de l'Equateur; la vieille mise en question équatorienne du protocole de Rio de 1942 est bien connue; il se trouve que cette situation est venue à s'aggraver durant les dernières années comme l'illustre l'incident frontalier de la Cordillère du Condor en janvier 1981. Mais un tel problème, aussi délicat qu'important, a été traité de manière totalement erronée et irresponsable par le gouvernement péruvien actuel et le Président Belaùnde qui le mène ; celui-ci étant le premier responsable puisqu'il dirige personnellement la politique internationale. Au lieu de tenter de résoudre la question, ils adoptent une position frivole et superficielle alarmante. Le fait de ne pas traiter justement et correctement le problème équatorien peut entraîner de sérieux et graves problèmes, de grandes conséquences qui ne sont évidemment jamais directement assumées par eux mais par le peuple, qui avec son propre sang et ses efforts nous a donné le territoire qui compose notre patrie. Ici encore, la politique et l'action réactionnaires du gouvernement belaùndiste sont manifestes; et il n'échappe à personne que c'est de l'union des intérêts des impérialistes en conflit, avec ceux de leurs agents et partenaires internes qui gouvernent nos Républiques que viennent les conflits sur nos terres latino-américaines et la multitude des guerres que nos peuples ont dû affronter; et cela est encore plus préoccupant aujourd'hui où le panorama de l'Amérique latine contient plusieurs conflits en puissance qui se développent attisés par l'affrontement des super-puissances à la recherche de l'hégémonie mondiale.

Ainsi, en synthèse nous voyons de nos propres yeux comment s'aiguise la crise de l'ordre réactionnaire, lequel offre de graves perspectives en cette année 1982.

Et quelle est actuellement la situation du peuple ? Une paysannerie avec une revendication plusieurs fois centenaire : *«La terre à celui qui la travaille»*, et qui malgré sun inébranlable lutte n'est pas encore parvenue à la satisfaire; une paysannerie que, dans les vingt dernières années, on a essayé de tromper par trois prétendues lois de réforme agraire qui, après avoir été appliquées avec une démagogie retentissante, l'ont en fait laissée avec sa même ancienne soif de terre inassouvie. Un prolétariat qui en une longue lutte puissante n'arrache que quelques miettes de salaire et réalise quelques conquêtes à ses exploiteurs pour les perdre ensuite au cours de chaque crise économique qui frappe la société; un prolétariat qui ainsi se débat dans un sinistre cercle de fer, et qui aujourd'hui encore développe une inépuisable lutte pour les salaires, le temps et les conditions de travail. Une petite bourgeoisie recouvrant de très larges couches comme cela correspond à un pays attardé, qui voit ses rêves détruits au gré de la paupérisation inexorable que lui impose l'ordre social actuel. Et une bourgeoisie moyenne, une bourgeoisie nationale faible et manquant de capitaux qui vacille et se dédouble entre révolution et contre révolution et que chaque nouvelle crise détruit et aplatit jusqu'aux limites de l'asphyxie. Celles-ci sont les quatre classes qui historiquement forment le peuple sur notre terre, mais entre elles, la paysannerie surgit et se développe comme classe dirigeante de notre révolution; ces deux classes unies forment l'alliance ouvrier-paysan, unique base solide de classes de tout front révolutionnaire possible; à celle-ci se joint la petite bourgeoisie, et les trois unies sous la direction du prolétariat, constituent le tronc constant du front révolutionnaire qui ne peut être tel s'il ne constitue pas un front pour la lutte armée et une armature de classes pour l'édification du nouvel Etat. Et cette union solide, ce front résistant et sa cohésion dans l'hégémonie, est maintenu fermement par le prolétariat qui puise sa force dans l'alliance ouvrier-paysan, se forge et se développe puissamment dans le creuset de la lutte armée de guerre de guerrillas; c'est à ce front de classe que s'unit parfois la bourgeoisie nationale, puis s'en éloigne ensuite au gré des vents turbulents de la lutte des classes.

Et ce peuple péruvien, cette immense majorité, ces masses véritablement créatrices de l'histoire, ces puissantes forces productives, sont freinées dans leur essor par la persistance de rapports sociaux d'exploitation dépassés qui imposent le chômage et le sous-emploi à 56,3% de la population économiquement active d'après ses propres statistiques, et qui pour subsister dans les campagnes, soumettent au sous-emploi deux paysans sur trois. Ainsi le système d'exploitation dominant détruit ou réprime les puissantes forces créatrices du peuple, les seuls forces capables de la plus profonde transformation révolutionnaire que notre patrie appelle depuis longtemps; sinistre système de destruction que la réaction défend à feu et à sang au bénéfice des propriétaires fonciers d'ancien ou de nouveau type, des grands bourgeois compradores ou bureaucratiques et de leur maître l'impérialisme yankee qui récupère cinq dollars pour chaque dollar investi; système pourri et sanglant qui se maintient par l'oppression qu'impose le vieil Etat réactionnaire bureaucratique et foncier à travers son appareil d'Etat, sa bureaucratie et ses forces armées, sa justice, ses prisons et sa répression, ancienne et douteuse. C'est principalement à travers ses forces armées et leurs actions répressives, véritable colonne vertébrale de la dictature des classes que les profits extorqués de la sueur, des efforts et du sang de notre peuple augmentent chaque jour.

Mais qui dit exploitation et oppression dit Etat, et qui dit Etat dit classes, et qui dit classes dit lutte de classes et qui dit lutte de classes dit lutte populaire et comme l'histoire le montre à l'évidence, qui dit lutte populaire dit rebellion, lutte armée, guerre de guerrillas, comme tous les peuples de la terre, possède sa propre grande histoire de lutte, jalonnée de son sang et de son héroïsme, la plus âpre, turbulente et la plus grande étant livrée infatigablement par la paysannerie, et plus spécialement la paysannerie pauvre, tout au long des siècles; il suffit ici de rappeler que notre propre émancipation républicaine s'édifia sur les grandes épopées armées de la paysannerie au XVIIIe siècle, et que ce même XXe siècle est marqué par de grandes luttes paysannes qui se situent autour des années 20 et 60. Ainsi celles-ci, comme l'hésitante lutte de 63, sont la source d'extraordinaires expériences auxquelles il faut nécessairement lier la lutte armée conduite par le MIR dans les années 65, lutte qui nous a laissé d'inappréciables leçons que tout révolutionnaire doit connaître. Cependant c'est avec l'apparition du marxisme et du parti communiste que la lutte paysanne acquiert toute son expression révolutionnaire, c'est en effet avec le prolétariat dirigeant à travers son parti que la paysannerie trouve et suit le véritable chemin pour détruire l'ordre exploiteur existant, la guerre populaire, sommet de la pensée militaire populaire, établie par le président Mao Tsétung.

Ainsi notre peuple, comme tout peuple, s'est installé et a avancé dans la violence révolutionnaire, c'est en elle, sous toutes ses diverses formes graduelles, que notre peuple a conquis ses revendications, ses droits et ses libertés car, bien sûr, rien ne tomba du ciel ou ne lui a été offert contrairement à ce que disent les traitres. Tout a été conquis et défendu en définitive par la violence révolutionnaire dans une violente bataille contre la violence réactionnaire; ainsi furent conquises les huit heures, ainsi furent prises et reprises les terres, ainsi s'arrachèrent les droits et s'écroulèrent les tyrans. La violence révolutionnaire est donc l'essence même de notre processus historique, et si l'émancipation républicaine a été gagnée par les armes sur les champs de bataille, il est facile de comprendre que le développement et le triomphe de la révolution péruvienne, de notre révolution démocratique de l'émancipation du peuple et de la classe, ne sera obtenue qu'au travers de la grandiose guerre révolutionnaire de notre peuple, levé en masse et en armes, au travers de la guerre populaire.

Aujourd'hui, notre peuple héroïque, héritier d'une si riche histoire, et suivant son glorieux chemin lutte et se bat contre le nouveau gouvernement réactionnaire. Lutte et combat dans les campagnes contre les notables et caciques locaux, base du pouvoir d'état réactionnaire dans la paysannerie; lutte et combat dans les usines et les mines contre ses exploiteurs et oppresseurs : lutte et combat dans la foule des bidonvilles contre la faim et la misère; lutte et combat dans les universités et les collèges dans les petites et moyennes villes contre le centralisme asphyxiant; lutte pour l'éducation, la science et la culture et son impérissable droit de nourrir et d'éveiller son esprit; lutte et combat dans les rues pour le droit de gagner son pain; lutte et combat pour défendre ses droits et ses libertés gagnées, pour la liberté de pensée et d'expression, d'organisation et de réunion, de grève, et pour toutes les conquêtes qu'il a arrachées par sa lutte et ses efforts et qui, bien qu'elles soient inscrites dans les lois et même dans la constitution de l'Etat, sont violées, remises en cause et niées 24 heures par jour par l'action toute puissante et abusive des pouvoirs ou d'un quelconque arriviste juché à un poste de pouvoir comme il correspond à la nature de l'ordre étatique existant et ceux qui en sont à la tête. Si notre peuple, aujourd'hui plus conscient qu'hier, plus organisé, plus politisé, plus ferme et plus décidé de par la pré-

sence essentielle et historique du prolétariat guidé par le marxisme-léninisme-maoïsme invaincu qui arme son esprit et sa main, se lance dans l'action même s'il doit pour cela affronter la force de frappe, les bombes et les balles et les armées de la réaction, il le fait sûr que sa lutte renforce, mobilise, organise, politise, arme et prépare les grands combats à venir. Et si notre peuple est, aujourd'hui plus qu'hier, en train d'apprendre quelque chose c'est bien que la lutte de classe conduit nécessairement à la lutte pour le pouvoir et que celui-ci se conquiert uniquement par la guerre révolutionnaire, la lutte armée, la guerre de guerrillas, la guerre populaire; et que seulement ainsi le pouvoir ira à la classe et au peuple et que c'est seulement ainsi que se lèvera un nouvel Etat, et que c'est seulement ainsi qu'on parviendra à instaurer la dictature du prolétariat pour la grande transformation définitive de la société et pour que brille la lumière inaltérable du communisme dans notre patrie. Aujourd'hui déjà, cela habite les masses, et dans le peuple on voit clairement comment dans la ville et dans la campagne, on commence récemment à employer la violence pour repousser la violence réactionnaire dans la défense de ses droits, et ceci apparait de façon encore plus extraordinaire et plus évidente, dans l'appui que le peuple apporte à la lutte armée, à la guerre de guerrillas dirigée par le Parti. Même s'il ne parvient pas à en comprendre toutes les dimensions, car cela supposerait un plus grand développement de cette dernière, la connaissance de l'action collective est totalement capable de discerner que, dans ces flammes qui commencent à s'élever aujourd'hui et qui annoncent les grands foyers armés à venir, se forme et gronde l'espoir concret de son inexorable libération.

Tel est, selon notre point de vue marxiste-leniniste-maoïste de voir les choses, la situation de la réaction et la situation du peuple; et dans cette situation contradictoire nous pouvons voir deux aspects concrets de la situation révolutionnaire et exprimer ce que Lenine entendait ainsi; ceux d'en haut ne peuvent continuer à diriger comme hier, et ceux d'en bas ne veulent plus continuer à vivre comme jusqu'à maintenant. On constate dans la réaction l'absence d'un projet précis, défini et accepté qui soit susceptible de la rassembler et d'arrêter le mouvement d'aller et retour erratique qui montre l'absence d'une direction fixe dérivant de l'absence d'un programme unique et encore moins accepté. Dans le peuple on constate au contraire une direction ferme et décidée vers la révolution armée, une volonté de transformation révolutionnaire,même si elle apparait parfois limitée et s'exprime comme simple désir de faire tomber le système dominant dépassé; mais, même si ce n'était que cela, cela serait suffisant et fondamental pour trouver le bon chemin car, tout compte fait, c'est la lutte armée elle-même qui ouvre dans les faits la voie de la lutte armée, de même qu'elle frappe les idées par des faits palpables et ouvre ainsi le chemin de la lutte armée dans les esprits des hommes et des masses qui ainsi s'incorporent de plus en plus sur la voie de la guerre populaire.

Tel est le point concret de la situation révolutionnaire en développement ici et maintenant, et ceci correspond à deux niveaux : 1) la lutte des classes en processus de polarisation et 2) la lutte armée qui se développe comme guerre de guerrillas surgie du propre sein de la lutte de classes dans le pays. La lutte de classes en polarisation et son développement comme lutte armée ont activé encore plus la situation révolutionnaire en développement; et ainsi aujourd'hui et dans le futur, la situation préexistante révolutionnaire dont le développement devient plus chaud dans l'actualité, stimulera plus la lutte de classes, et ensemble elles impulseront fortement la lutte armée. Voilà, en synthèse, la situation actuelle du peuple et de la réaction; celle-ci, aujourd'hui, à travers le gouvernement belaùndiste, établit un projet de *«pacte social»* ou de *«concertation»* qui n'est rien d'autre que la réédition du projet du gouvernement antérieur; mais la perspective populaire est unique, appuyer la lutte armée.

Ainsi, aujourd'hui comme demain, la lutte de classes va se polariser entre la concertation ou l'appui à la classe armée : la concertation est le drapeau noir de la réaction servant à rattacher le peuple au wagon de queue, ou en termes plus étroits, pour le rallier aux factions opposées de la réaction et pour ce faire, celle-ci usera de tous les moyens, la répression incluse, car son objectif est de maintenir sa domination, et la force armée sera, en dernière instance, la carte que la réaction garde dans sa manche pour l'utiliser au moment opportun. Appuyer la lutte armée est en revanche le drapeau rouge du peuple et est sa perspective nécessaire, car pour le peuple, la concertation n'est autre chose que la capitulation; la voie du peuple commence à apparaître plus claire et plus définie chaque jour; appuyer la lutte armée et la développer constitue le seul chemin historique que le peuple puisse emprunter, il n'en existe pas d'autres; et aujourd'hui, appuyer la lutte armée signifie simplement développer la guerre de guerrillas.

Avec tout ce qui vient d'être dit, on peut alors conclure en disant : LA CRISE DE L'ORDRE REACTIONNAIRE S'ACCENTUE, ET LE PEUPLE APPELLE A LA REVOLUTION ARMEE.

## DEVELOPPONS LA GUERRE DE GUERRILLAS

Le Président Mao Tsetung a écrit :

*«La tâche centrale et la forme la plus haute de toute révolution est la prise du pouvoir par la lutte armée, c'est-à-dire, la solution du problème par la guerre. Ce principe révolutionnaire marxiste-leniniste a valeur universelle tant en Chine que dans tout autre pays».*

et un peu plus loin, il ajoute :

*«Avant l'éclatement de la guerre, toutes les organisations et les luttes doivent avoir pour but de la préparer... Après l'éclatement de la guerre, toutes les organisations et les luttes doivent se coordonner directement ou indirectement avec la guerre».*

Le Parti communiste du Pérou, parti de nouveau type marxiste-leniniste-maoïste, fidèle à ses principes et à son programme, conscient de sa mission historique comme avant-garde organisée du prolétariat péruvien, a assumé son obligation à commencer la lutte armée et à combattre pour la prise du pouvoir pour la classe ouvrière et pour le peuple. Aujourd'hui, il développe une guerre de guerrillas qui, à travers des triomphes et des revers instructifs dans la paysannerie pauvre, doit nous conduire à construire les bases d'appui révolutionnaires, concrétisant définitivement le chemin invincible de la guerre populaire.

Auparavant, le Parti a dû se reconstituer. Après l'expulsion de Del Prado et compagnie, marionnettes du révisionnisme dans les files partisanes, lors de la IV Conférence Nationale de janvier 64, nous sommes entrés dans le long et complexe processus de Reconstitution, décrété lors de la VIe conférence de janvier 69 ce qui impliquait de faire du Parti, débarrassé du révisionnisme, un nouveau parti de type marxiste-leniniste-maoïste. Cette grande centrale décida en 1979 de commencer la lutte armée.

En mai 1980, respectant ce mandat historique, la lutte armée commençait en brandissant deux consignes fondamentales : Lutte armée ! et Gouvernement d'ouvriers et paysans ! Dès lors, notre action commençait et se développait sous la forme d'une guerre de guerrillas et nous sommes aujourd'hui, en janvier 1981, et en accord avec le Comité Central, l'étape de Développement de la guerre de guerrillas.

La lutte armée commencée et dirigée fermement par le Parti est la continuation de la lutte de classes du peuple péruvien. C'est la continuation armée de sa lutte politique qui est profondément enracinée et indissociablement liée aux masses populaires et principalement à la paysannerie pauvre. Les masses sont notre unique base et soutien, la source de notre puissance et vigueur; nous sommes les fermes partisans du grand principe qui consiste à nous appuyer sur nos propres efforts; nous sommes aussi des continuateurs conséquents de l'Internationalisme prolétarien, défenseurs de l'Immortelle devise de Marx et Engels : *«Prolétaires de tous pays, unissez-vous»*, et, en tant que communistes nous porterons toujours au sommet les trois grands drapeaux du marxisme-leninisme-maoïsme : Marx, Lenine, Mao, ce qui nous impose d'être les ennemis irréconciliables du révisionnisme et de tout opportunisme; luttant pour la révolution prolétarienne mondiale qui lutte et luttera jusqu'à ce que le communisme brille sur toute la surface de la terre.

La réalité révolutionnaire montre dans le pays comment la lutte armée brûle victorieusement, comment l'action contre-révolutionnaire attise notre lutte, comment la crise de l'ordre réactionnaire s'accentue et comment le peuple acclame la révolution armée; ainsi une nécessité historique urgente se présente à notre peuple héroïque et combattant : appuyer la lutte armée ce qui signifie aujourd'hui, développer la guerre de guerrillas.

Le Parti communiste du Pérou; le Parti fondé par Mariategui; le Parti reconstitué comme parti d'un nouveau type marxiste-leniniste-maoïste; le Parti qui a commencé la lutte armée sur notre patrie et qui au cours des 21 mois de pléthorique vie de combat, la développe aujourd'hui comme guerre de guerrillas; le Parti communiste du Pérou ui a levé dans le ciel les drapeaux rouges de la rébellion pour servir l'émancipation de la classe ouvrière et du peuple, qui appelle le prolétariat péruvien, la paysannerie et plus spécialement la paysannerie pauvre, les masses populaires du pays, à assumer son destin historique par ses propres forces pour faire chuter le vieil ordre réactionnaire actuel et construire le nouvel ordre social révolutionnaire que le peuple appelle et demande.

Peuple péruvien ! Ouvriers, paysans, travailleurs, femmes, jeunes, intellectuels, appuyons la lutte armée ! appuyons le développement de la guerre de guerrillas !

Peuple péruvien ! ton impétueuse voix de tonnerre en furie commence à s'exprimer dans le langage vibrant et purificateur de la violence révolutionnaire, de la lutte armée, et par des actions guerrières, par une guerre de guerrillas, tu avances, marquant les dates de ta nouvelle histoire, de ton histoire définitive. La grande marche est commencée, elle sera longue et difficile, mais débouchera sur le triomphe décisif car *«hors du pouvoir, tout est illusion !»*.

DEVELOPPONS LA GUERRE DE GUERRILLAS!

VIVE LE PARTI COMMUNISTE DU PEROU !

GLOIRE AU MARXISME-LENINISME-MAOÏSME !

COMITE CENTRAL
PARTI COMMUNISTE DU PEROU
Pérou 1/1/1981

A NOTRE HEROÏQUE PEUPLE COMBATTANT !

Peuple péruvien ! Depuis plus de quatre cents ans tu supportes une dure et cruelle exploitation sous une domination étrangère déshonorante, la violente oppression d'exploiteurs, et la sanglante répression de l'Etat réactionnaire.

Peuple péruvien ! Aujourd'hui, après douze années de fausse révolution et de réel renforcement de tes chaînes sous l'action d'un régime militaire fasciste, au milieu de la plus grande crise que tu aies eu à supporter, un nouveau gouvernement dirige encore grâce à son vieil artifice réactionnaire, sa soi-disant *«démocratie représentative»*; fausse démocratie de faux droits et de fausses libertés, de fausses préoccupations sur les besoins élémentaires du peuple, mais de réelle oppression et de réelle exploitation mises au service des classes exploiteuses et du patron impérialiste; nouveau gouvernement réactionnaire qui t'enfonce et t'enfoncera chaque jour davantage dans la faim, le chômage, l'ignorance, la maladie, la misère croissante et la répression redoublée.

Peuple péruvien ! Ton histoire n'est pas seulement celle de ton exploitation et de la cruelle oppression qu'ils t'ont imposées et t'imposent encore dans le langage de la violence réactionnaire et dans les mots démagogiques de leurs fausses promesses. Ton histoire, peuple, est celle de la rebellion et des combats; c'est l'histoire de la lutte du prolétariat comme classe dirigeante, de la paysannerie et en particulier celle de la plus pauvre, qui lutte et combat pour qu'obtienne la terre celui qui la travaille, des masses populaires qui vivent de la sueur de leur front, de tes meilleurs enfants qui offrent leur vie, de tous ceux qui s'éveillent de plus en plus et s'offrent à combattre pour ta liberté et ton émancipation. En résumé, peuple nôtre, ton histoire est celle de l'héroïque et imparable lutte des masses populaires; c'est la lutte pour le pain de tes enfants, pour l'éducation qui arme les esprits et les rend plus conscients de ses droits et de ses libertés conquises au prix du sang, pour ta révolution en marche, pour ton émancipation définitive, pour la destruction du vieil et pourri système actuel, etc, en définitive, pour la création et l'édification d'un nouveau monde pour tes enfants avec tes seules mains armées.

Peuple péruvien ! Aujourd'hui, tes enfants les meilleurs, chair de ta chair, acier de ton acier, forgés par mille combats de ton infatigable action, suivent ton lumineux et héroique exemple; aujourd'hui, peuple nôtre, tes meilleurs et fidèles enfants ont déployé au vent le drapeau rouge et flamboyant de la rebellion, se sont lancés dans des actions armées et ont ouvert ainsi le chemin que nous devons tous suivre : celui de la révolution démocratique qui en finira avec la loi impérialiste, l'oppression féodale, l'exploitation capitaliste et bureaucratique et l'Etat actuel dépassé, dont les seuls soutiens restent les forces armées réactionnaires et sa bureaucratie pourrie.

Peuple péruvien ! Aujourd'hui tes enfants hissent le grand drapeau de ta révolte et commencent à màtérialiser dans les faits tes plus grands rêves révolutionnaires. Aujourd'hui tes enfants ont commencé le difficile, dur et lumineux chemin d'encerclement des villes par les campagnes, le glorieux chemin de guerre populaire. Ainsi, aujourd'hui, tes enfants issus de tes puissantes entrailles, t'offrent leurs actions armées et leurs vies et saluent, en cette nouvelle année, ta lutte héroïque et ton avenir grandiose.

Peuple péruvien ! La lutte armée a commencé ! Ouvriers, paysans, travailleurs, femmes, enfants, fils du peuples, masses populaires, lançons-nous au combat et de nos propres mains armées, construisons un futur, le grand futur de notre peuple.

VIVE LE MARXISME LENINISME PENSEE DE MAO TSETUNG !

VIVE LE PARTI COMMUNISTE DU PEROU !

DEVELOPPONS LA LUTTE ARMEE !

COMITE CENTRAL DU PCP
Pérou 1/1/81

VIVE LA LUTTE ARMEE DE NOTRE PEUPLE !
A bas la mascarade réactionnaire !

Le Parti communiste du Pérou, se lançant à la défense des intérêts sacrés de notre peuple, a commencé en mai 1980 notre héroïque lutte armée. Cet acte révolutionnaire fondamental marqué par des actions de guerrillas, de propagande et d'agitation, d'invasions de terres et de récoltes sauvages, de sabotage, d'affrontements et d'assauts, principalement dans les campagnes, a ouvert les portes de le rébellion armée, du soulèvement des masses de la paysannerie, la plus pauvre en particulier, de la conquête du pouvoir pour le prolétariat et les masses populaires, à travers une guerre populaire prolongée partant des campagnes pour aller à la ville, car tel est le réel chemin pour conquérir notre libération.

En plus d'un an de combats et de victoires dont les noms sont Chuschi, San Martin de Porras, Airabamba, Aisarca, Luricocha et autres, plus de deux mille actions armées ont atteint tous les coins de notre géographie enflammés par la combativité brûlante de notre peuple indomptable. Aujourd'hui, dans son inévitable développement, notre lutte armée lance une nouvelle et grande vague qui frappera plus profondément encore le système réactionnaire actuel dépassé et dirigé par le démagogue à son tour Belaùnde et son équipe de trafiquants, pilleurs, affameurs et bradeurs de la Patrie.

Les récents et durs coups portés à Quinua, à l'embassade des USA et à sa résidence, à la Southern, au local d'Action Populaire et autres, font partie d'une série d'actions armées contre l'impérialisme yankee, le principal exploiteur étranger de notre peuple, et le servile gouvernement belaùndiste, sa répression galopante et sa fausse démocratie.

Mais en prétendant cacher le soleil avec un doigt et dissimuler la crise politique que nous lui avons provoquée avec l'union des héroïques luttes de notre peuple, et pour défendre son maître impérialiste (qui aujourd'hui envoie comme nouvel *«ambassadeur»* un sanguinaire *«spécialiste»* de la guerre anti-subversive), tout en comptant avec la noire collaboration des électoralistes opportunistes rassemblés dans le journal «Diàrio», le gouvernement réactionnaire et corrompu de Belaùnde a monté de toutes pièces le plus énorme et stupide bateau consistant à dire que les auteurs de telles actions seraient des *«trafiquants de drogue»*, tout en diffusant de fallacieux et ridicules démentis. Il prétend sans doute ainsi couvrir la stricte réalité : celle des échecs de son plan de répression et celle du puissant développement de la lutte armée.

Ouvriers, paysans, femmes, jeunes, masses de notre Patrie, une nouvelle vérité s'ouvre devant nous ! la révolution armée est en marche ! Saluons le futur en frappant de plus en plus fort le pouvoir réactionnaire et les armes à la main et le cœur plein d'espoir, concrétisons les flammes éternelles de notre guerre populaire !

A BAS LA MASCARADE REACTIONNAIRE !

VIVE LA LUTTE ARMEE !

GLOIRE AU MARXISME-LENINISME-MAOISME !

PARTI COMMUNISTE DU PEROU
(Sentiers Lumineux)
(Le présent document est une traduction non-officielle)
Pérou 8/IX/81

# COMMUNIQUES ET MOBILISATIONS.

DECLARATION DES PROCHES
DES PRISONNIERS POLITIQUES EN RFA

Nous, proches des prisonniers politiques, occupons aujourd'hui le bureau d'information du Parlement européen à Bonn. Ici se trouve la centrale de propagande pour l'*«Europe libre»*.

Nous utilisons ce bureau d'information pour dévoiler, à l'encontre de cette propagande, la réalité de la situation des prisonniers politiques en R.F.A. et dans d'autres pays d'Europe occidentale.

Depuis le 4.12.1984, 36 prisonniers provenant de la R.A.F. et de la résistance ont entamé une grève de la faim collective à durée illimitée. Dans leur déclaration, ils disent :

*«A l'encontre du programme unifié et grandissant de l'OTAN en Europe occidentale qui a été établi pour continuer la guerre contre la guérilla et contre la résistance, même dans les prisons, nous exigeons des conditions de détention telles que celles qui ont été spécifiées dans les Conventions de Genève comme étant les garanties minimales contre la torture et l'extermination de prisonniers de guerre :*

- *rassemblement en grands groupes avec les prisonniers de l'opposition et tous les prisonniers combattants,*
- *suppression de l'isolement individuel ou en petits groupes, ainsi que de toute recherche ou contrôle acoustique ou optique,*
- *annulation de l'interdiction de communication : visites, lettres, livres, discussion politique libre et information ...»*

Par l'échange d'expériences avec des proches de prisonniers politiques dans d'autres pays occidentaux, par exemple l'Espagne, l'Italie et l'Irlande, nous savons que c'est l'objectif de l' *«Europe unifiée»* d'uniformiser la lutte contre l'opposition. Cela signifie également que l'on progresse concrètement en matière de directives et de lois communes contre les prisonniers.
Suivant le modèle de la R.F.A., on introduit des ailes de haute sécurité, on isole les prisonniers politiques, on restreint la défense politique, on depolitise les procès.

Mais nous savons également que de nombreux prisonniers dans d'autres pays luttent contre cette stratégie d'extermination : comme, en 1981, les prisonniers irlandais, et les prisonniers des GRAPO et du PCE(r) en Espagne qui ont mené leur grève de la faim. A la fin de l'année dernière, les prisonniers d'Action Directe en France ont fait une grève de la faim collective pour exiger leur regroupement. De même, plus de 100 prisonniers dans les prisons turques font à nouveau une grève de la faim pour la modification de leurs conditions de détention.
C'est à eux, ainsi qu'à tous les prisonniers en lutte, que va notre solidarité.

Nous sommes inquiets pour la vie de nos proches :

- parce que l'état de santé de quelques prisonniers s'est considérablement détérioré. Après 5 semaines de grève de la faim, Christian Klar, Christa Eckes, Brigitte Mohnhaupt et Günther Sonnenberg ont déjà été transférés dans les services médicaux des prisons. Christian Klar ne peut plus participer à la promenade ; il y a une semaine il pesait encore 45 kg.
- parce que d'autres prisonniers sont nourris malgré eux. Helmut Pohl a déclaré à son avocat que l'on a sans doute mélangé à sa *«nourriture»* des médicaments à action psychique. Grâce à ses expériences antérieures de grève de la faim, il peut reconnaître l'action d'une alimentation administrées à son insu : ce n'est qu'ainsi qu'il peut expliquer ses troubles du sommeil, son état de faiblesse permanent. Depuis lors, on a stoppé chez Helmut Pohl l'alimentation forcée. Mais depuis le 9.1, on alimente quotidiennement malgré lui Rolf Clemens Wagner. Tous les jours pendant 3 heures et demie, huit *«employés»* maintiennent Rolf de force sur un divan. L'alimentation forcée imposée contre la volonte d'un prisonnier peut entraîner la mort, en même temps qu'elle constitue une torture voulue.
- parce que depuis deux jours, des politiciens allemands ont discuté ouvertement de supprimer absolument tout contact. Il n'y eut jusqu'à présent qu'un seul blocage des contacts : en 1977. Pendant ce blocage, 4 prisonniers sont morts.

Au vu de ces faits, nous pensons qu'on a décidé la mort des prisonniers.

NOUS LUTTONS POUR QU'ILS VIVENT ET QU'ILS PUISSENT CONSERVER LEUR IDENTITE POLITIQUE, MEME EN PRISON.

LE SEUL MOYEN EST LEUR REGROUPEMENT EN GRANDS GROUPES, C'EST POURQUOI NOUS APPUYONS LEURS REVENDICATIONS.

10.1.1985

COMMUNIQUE DE L'AFAPP
Vague de répression

25 militants des Organisations révolutionnaires PCE(r), GRAPO et Terra LLiure ont été arrêtés récemment par la police.

Ils sont accusés de lutter pour une société plus juste, pour le droit des peuples à leur souveraineté nationale et contre les privilèges des capitalistes.

Parmi ces 25 combattants, se trouvent Antonio Pedrero Domoso et Maria Elena Anohés del Pozo, tous deux résidant dans le quartier de Vallecas et qui depuis 1976 luttaient dans la clandestinité pour la classe ouvrière.

Ils ont tous été séquestrés légalement pendant 10 jours par la police, grâce à la *«loi anti-terroriste»*. Ce furent 10 jours de captivité et d'interrogatoires jour et nuit, accompagnés des méthodes de tortures bien connues de tous.

Tout cela, pour les faire signer leur propre condamnation à vie dans les prisons d'extermination, préparées par ce gouvernement qui se dit *«socialiste»* et qui néanmoins refuse de libérer les 1000 prisonniers politiques qui remplissent les prisons espagnoles.

Nous ne pouvons pas continuer dans cette situation : nous devons libérer les prisonniers anti-fascistes pour continuer tous ensemble la lutte contre les licenciements en masse, le chômage et la misère dans laquelle nous vivons.

NON A LA TORTURE !
LIBERONS TOUS LES PRISONNIERS ANTI-FASCISTES !
A BAS LA LOI ANTI-TERRORISTE !
POUR L'AMNISTIE TOTALE :
RALLIE-NOUS !

ASSOCIATION DES FAMILLES ET AMIS
DES PRISONNIERS POLITIQUES

Contact : AFAPP
APARTADO DE CORREOS 15220
28080 MADRIR
ESPAGNE

LA POLICE DE PSOE VISE LA TETE
DU MOUVEMENT DE RESISTANCE POPULAIRE.

Les 19 et 20 janvier, dans une opération policiaire de grande envergure, ont été arrêtés 3 militants du PCE(r), 15 guérilleros des GRAPO et un membre de la famille de l'un d'eux. Pour mener à bien ces arrestations, le gouvernement n'a pas lésiné sur les moyens ni sur le temps, utilisant des milliers de policiers pour le contrôle des familles et amis des révolutionnaires, des appartements de location, des contrats achat-vente, l'intervention de téléphones, violation de la correspondance, contrôle de la population et des transports publics, etc ...
Tout cela, pour attendre la négligence ou l'erreur du combattant et pouvoir ainsi le capturer.

Malgré le fait qu'à première vue cela peut apparaître comme une opération policiaire destinée, une fois de plus, à présenter le énième *«démantèlement»* des GRAPO, ce raid policier va plus loin. En réalité, le gouvernement du PSOE essaye d'asséner un coup à l'avant-garde révolutionnaire d'un Mouvement de Résistance qui l'accule de jour en jour. Pour cela, il n'hésite pas à viser directement 2 éléments qui apparemment ne sont pas au centre de cette opération ; le PCE(r) et les prisonniers politiques.

Entre tortures et interrogatoires sauvages, on a, à tout moment, essayé de faire signer des déclarations pouvant impliquer directement le PCE(r) dans sa structure organique et l'activité militaire des GRAPO. A Jaime Simon Quintela, on a voulu faire signer une déclaration dans laquelle le PCE(r) et spécialement son Secrétaire Général, Manuel Pérez Martinez ; Arenas, apparaissaient comme dirigeants des GRAPO. La haine de la police envers le PCE(R) et le camarade Arenas ainsi que ses désirs de les faire disparaître de la circulation à jamais, se reflétait, par exemple, dans les commentaires qu'on a fait à Luis Caberas Mato. Le sens de ces réflexions était *«nous avons des ordres de haut niveau pour liquider Arenas»* ou *«ce fut une erreur qu'on ne nous ait pas permis de le tuer quand il est sorti de prison»*.

Nous prisonniers politiques de ces organisations, ne nous sentons pas exclus de la menace policiaire ; il est évident qu'ils veulent nous voir — puisqu'ils ne peuvent pas nous exécuter, du moins nous enterrer a vie — complètement isolés, pour qu'aucun souffle de notre existence n'arrive dans la rue, ainsi qu'aucune trace de notre éxemple de combattants communistes.
Pour préparer l'alibi *«légal»*, on fit signer à Rodriguez Veloso que Calero Arcones, de la prison de Carabanchel, le mit en rapport avec les GRAPO, ou à Laureano Ortega que Hierro Chomon, Brotons Beneyto et Sanchez Casas l'obligèrent à entrer dans la lutte armée.

Mais Le Ministère de l'Intérieur n'est pas vraiment convaincu que ces détentions et celles à venir puissent en finir avec le PCE(r) et les GRAPO. A tout moment, la police a essayé de pousser ces combattants à la claudication, en leur montrant comme *«modèles»* à imiter, les 14 *«repentis»*, qui en novembre ont abandonné nos rangs. *«Vous devez faire comme eux. Seulement, sur ces bases-là, on pourra négocier», «inscrivez-vous à la réinsertion, comme les 12 de Soria ; si vous ne le faites pas, bientôt vont commencer les suicides de prisonniers, comme en Allemagne»* ; ce sont avec ces phrases-là et avec de semblables qu'on les a bombardés sans arrêt pendant les 10 jours qu'ils ont passés au commissariat.

Ceci est le résumé du *«c'est à prendre ou à laisser»* que lança Felipe Gonzalez aux meilleurs hommes et femmes du peuple, à son avant-garde politique et militaire : ou céder en abandonnant toute lutte contre les plans anti-ouvriers et anti-populaires, ou la répression bestiale de tout l'appareil policier et militaire de l'Etat.

Justement, ce qui actuellement unit étroitement tout le peuple ouvrier et son avant-garde, des dockers aux organisations politiques et de guérilla, en passant par les prisonniers politiques, c'est le fait qu'ils n'acceptent pas la claudication, qu'ils défient la répression, et optent pour la lutte jusqu'au bout. Ni la classe ouvrière, ni le peuple ne permettront qu'on assassine ses dirigeants les plus décidés et les plus illustres, ni ces derniers ne vont limiter leurs efforts pour les mener à la victoire.
Contre cette unité et solidarité combattive, les GECS et les gardes-civils ne peuvent rien ; tous les plans liquidateurs des social-fascistes s'écraseront irrémédiablement contre eux.

Commune *«Karl Marx»*
des prisonniers politiques
du PCE(r) et des GRAPO
Prison de Soria
12 février 1985.

COMMUNIQUE DU COMITAD CONTRO LA REPRESSIONE
Si l'on en croit ...

Si l'on en croit M. Mitterand, son gouvernement, sa police, sa presse, la communauté des réfugiés politiques italiens en France se composerait de 2 catégories bien distinctes : d'une part 150 repentis ou moitié-repentis (les bons) et d'autre part d'une trentaine de *«terroristes»* psychopathes (les mauvais).

Vision bien simpliste, ou plutôt commode, qui permet de faire accepter par l'opinion publique toute entière, n'importe quelle mesure repressive (emprisonnements, expulsions, extraditions-déportations) à l'encontre de quelques membres *«privilégiés»* de cette communauté.

Au contraire, nous sommes nombreux, vous en déplaise, à n'avoir ni renié notre passé, ni hypothéqué notre futur. Nous revendiquons notre identité communiste et la légitimité de notre combat de classe.

S'il est clair qu'aucun d'entre nous ne souhaite servir de *«monnaie d'échange»* à un pouvoir en difficulté avec ses partenaires occidentaux, il est tout aussi clair que notre solidarité est acquise à tous les prolétaires et les révolutionnaires en lutte, ainsi qu'à tous les prolétaires et les révolutionnaires prisonniers de *«l'espace juridique européen»*.

Nous n'avons pas accepté la logique de la *«tractation»* sur un présumé *«droit d'asile»*, qui aboutit foncièrement à nier notre identité politique et les faits nous ont donné raison.

Nous n'avons jamais cru à une propagande des gouvernements bourgeois, ni à l'idée d'une France *«démocratique»*, terre d'asile et de tradition humanitaire.

La France, comme tous les Etats bourgeois, défend ses intérêts de classe.

Face aux problèmes imposés par la crise économique capitaliste et aux problèmes d'équilibre politique international (la demande d'une plus forte répression de la part du bloc occidental), le gouvernement *«socialiste»* franchit ses lois et ses engagements électoraux en matière d'extradition, (comme d'ailleurs en matière de chômage, d'immigration, de nucléaire, etc.) : expulsions-déportations, assignations à résidence pour des dizaines de militants basques (et autres), dont trois extradés.

Aujourd'hui, les mêmes menaces sont déclanchées contre les militants italiens avec : les arrestations (7 militants italiens détenus en attente d'extradition), les perquisitions, les fichages, les déclarations de prochaines expulsions/extraditions pour les mauvais et la campagne de presse visant la destruction de toute forme de solidarité-soutien à la lutte contre la répression.
Battage de presse qui appelle au meurtre (p.ex. photos dans Paris Match, nom de militants parus dans les journaux, etc.) ; des véritables indications qui préparent le chemin à des actions dans la tradition du SAC, Honneur à la police, Barbouzes, GAL.

Ce n'est pas un hazard si des tracts sont parus, ainsi que des bombages, préconisant ce type d'action.

On appelle tous les prolétaires, tous les organismes de base et leurs avant-gardes à être vigilants et à la mobilisation contre ces manœuvres qui concrétisent l'espace juridique européen et qui ouvrent le chemin aux esquadrons de la mort.

CONTRE L'ESPACE JURIDIQUE EUROPEEN,
CONTRE LES EXTRADITIONS,
CONTRE LES EXPULSIONS,
LES DEPORTATIONS ET
TOUTE FORME DE REPRESSION,

SOLIDARITE ET UNITE DE CLASSE,
LIBERTE POUR TOUS LES PROLETAIRES
ET LES COMMUNISTES EMPRISONNES.

COMITATO CONTRO LA REPRESSIONE

COMMUNIQUE DE L'O.R.I.A.
Les indépendantistes arméniens expriment leur entière solidarité avec le F.L.N.K.S. ainsi que l'ensemble des forces patriotiques de la Nouvelle Calédonie.

Le peuple arménien qui a été victime en 1915 du premier génocide du XXème siècle et spolié de ses terres ancestrales par la Turquie ne peut qu'appuyer inconditionnellement la revendication nationale formulée par le peuple kanak et soutenir sa juste lutte pour la reconquête de la souveraineté kanake sur l'ensemble du territoire de la Nouvelle Calédonie.

La prétendue allégation selon laquelle la Calédonie serait ... la France est une atteinte grossière à la dignité du peuple kanak. De même, l'hypocrite manœuvre selon laquelle des citoyens français résidant en Nouvelle Calédonie depuis trois ans pourraient participer à un référendum sur l'autodétermination, constitue une violation flagrante du principe des peuples à disposer d'eux-mêmes que ce pseudo référendum est censé défendre ; il ne s'agit là que d'une ultime manœuvre du colonialisme français pour maintenir la Nouvelle Calédonie sous sa domination.

Dans de telles conditions, les mots de *«democratie»*, de *«liberté»*, de *«droit au travail»* clamés à cor et à cri par les nostalgiques de l'Indochine française et de l'Algérie française pour que règne l'ordre colonial en Nouvelle Calédonie doivent être dénoncés avec vigueur par tous les démocrates authentiques, les progressistes, les anti-impérialistes et les révolutionnaires. La gauche française toute entière doit se mobiliser afin d'empêcher que le gouvernement socialiste français cédant aux pressions et provocations de la droite et de l'extrême droite, ne se lance dans une aventure coloniale dans le pacifique et ne finisse pas par employer la méthode australienne pour résoudre la question kanake.

L'assassinat du dirigeant révolutionnaire Eloi Machoro à la suite d'une provocation de colons fascistes et de certains éléments de la gendarmerie française lors de la proclamation de l'état d'irgence nous donne un avant-goût de ce qui se cache derrière ce *«retour à la paix civile»* que réclament les colons. La seule paix dont veuillent les colons fascistes et l'extrême droite française c'est celle des cimetières, celle du génocide du peuple kanak.

Que ce soit aujourd'hui dans sa lutte pacifique pour la reconquête de sa souveraineté nationale ou demain dans une autre étape de sa lutte de libération, le peuple kanak pourra compter sur la solidarité militante des indépendantistes arméniens.

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE KANAK !
VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE !

ORGANISATION POUR LA REUNIFICATION
ET L'INDEPENDANCE DU L'ARMENIE.
29 Janvier 1985.

Bureau d'Information de l'O.R.I.A.
Boîte Postale 46
75475 PARIS Cedex 10.

COMMUNIQUE DE LA RAF

Le COMMANDO PATSY O'HARA a exécuté le président du BDLI (association fédérale de l'industrie allemande de l'aviation, de l'aviation spatiale et de l'armement) et chef du MTU, Ernst Zimmermann.

Le capital multinational ne peut que parvenir à une nouvelle spirale dans le cycle composé de crise – restructuration – crise ;
assurer ses conditions de valorisation au niveau international, s'il planifie, prépare et exécute l'agression militaire sur tous les fronts à la fois, et, agglomère le bloc trilatéral – USA, Europe de l'Ouest, Japon – dans une stratégie commune pour la solution de la crise économique.

La stratégie militaire US comme moyen extrême de la politique de la chaîne impérialiste des états est l'expression de la crise globale idéologique-économique-militaire du systéme et de la tentative de la reconstruction stratégique du capital.
La *«nouvelle doctrine de l'OTAN»* est précisément la manifestation de la planification du capital, conduite de guerre électronique, *«systèmes intelligent d'armes»*, des armes de l'espace, et de l'extension de l'armement conventionnel des armées de l'OTAN doit ouvrir au capital multinational en même temps *«des marchés de milliards»* – comme le dit le BDLI – et garantir l'omnipotence militaire.

Pour le capital opérant en RFA cela signifie – du fait de la domination du capital US et du propre intérêt d'assurer la puissance économique de la RFA – orienter sa planification maintenant dans cette stratégie et organiser le saut à la pointe du marché mondial par le complexe militaro-industriel, dans un élan avec la France, ils tentent par un coup de force, des nouvelles normes qui ne laissent aux autres que l'alternative de se soumettre à eux ou de remballer.

Le complexe militaro-industriel devient dans les secteurs centraux, pour la reconstruction capitaliste, une signification décisive :
recherche et production des nouvelles technologies, de l'électronique, des armes – économie de guerre.
Pour cette agglomération/formation, qui devient tout de suite le facteur de pouvoir politique – c'est superclair dans la situation actuelle – l'organisation économico-politique de cette fraction du capital – BDLI – tient la fonction de faire passer les intérêts du complexe militaro-industriel, ici, dans l'Etat, au niveau ouest-européen et ainsi dans la politique internationale.
L'axe d'effort principal, est maintenant clairement la formation européenne.
Les conditions pour cela sont :
l'abolition des limitations déterminées pour la RFA de l'armement au sein de l'UEO, la coopération d'armement avec d'autres Etats européens de l'OTAN, surtout avec la France, la mise à disposition de 29% d'argent en plus pour la recherche dans le budget de la défense.

Dans l'attaque contre les colonnes du pouvoir impérialiste en RFA/Europe de l'Ouest, nous intervenons dans la crise qui s'aggrave et déterminons son cours et sa solution pour l'offensive de la guerre de libération.

Le terrain sur lequel se reconstruira le prolétariat européen, à la classe, qui gagne de haute lutte le bouleversement total des relations de production, c'est la lutte pour l'unité du front révolutionnaire, l'organisation de la guerre des classes en Europe de l'Ouest.

LA GUERILLA OUEST-EUROPEENNE EMEUT
LE CENTRE IMPERIALISTE
FRACTION ARMEE ROUGE

1.2.1985

COMMUNIQUE DE LA RAF

Aux révolutionnaires emprisonnés :

Nous vous prions de cesser la grève.

Ce qu'elle pouvait atteindre comme mobilisation, elle l'a atteint. L'expérience est que le front anti-impérialiste n'a jusqu'aujourd'hui pas délaissé le niveau politique, pratique et organisationnel qui est nécessaire pour mettre une limite à l'intérêt ouvert d'anéantissement de l'Etat.

Contre le calcul clair du parquet fédéral d'éliminer les cadres politiques et de solutionner ainsi maintenant le problème, que les prisonniers n'arrêtent pas de lutter – c'est-à-dire, d'exécuter la ligne US de l'attitude dure, qui ne veut pas connaître de limite.
Le pouvoir, qui change radicalement la situation n'est à atteindre qu'avec nos moyens et les moyens de militants.

Le saut vers l'unité de la guerilla Ouest-Européenne et la réalisation d'une nouvelle qualité de structures d'attaque du front en RFA est maintenant possible.

A ce but politique et pratique tout l'effort doit être dirigé maintenant – et sa matérialisation sera le changement réel des relations de force, cela veut dire aussi pour nous, des nouvelles et meilleures conditions.

FRACTION ARMEE ROUGE
2.2.1985.

Nous sommes en possession d'un texte des Brigades Rouges au sujet de leur scission de juillet 84, reprenant les analyses et développements des deux positions. Nous aimerions beaucoup le publier, mais une des positions n'a pas donné son accord. Si un camarade a des informations à ce sujet, pourrait-il nous le faire savoir ?

# NOUVELLES DU FRONT

PORTUGAL

Barcelos, le 10 janvier 1985

Les FP-25 A (Forces Populaires 25 Avril) ont placé une bombe qui a explosé dans la Résidence d'un industriel du textile à Barcelos, au nord du Portugal.

Alcœntre, le 12 janvier 1985

Les FP-25 A ont perpétré une attaque à la bombe contre un hôté de Alcœntre. Cet hôtel hébergeait le juge d'instruction chargé du procès conre des membres de cette organisation. Il n'y a eu que des dégâts matériels enregistrés.

Lisbonne, le 14 janvier 1985

2 engins explosifs ont détruit les véhicules de 2 responsables d'une firme de commercialisation de véhicules, dans les environs de Lisbonne. Les FP-25 A se sont attribué l'attentat comme représaille contre la politique de licenciements de l'entreprie.

Vimieiro, le 18 janvier 1985

Les FP-25 A revendiquent : une bombe de moyenne puissance a explosé dans le garage de la résidence du commandant de la Garde Nationale Republicaine (Police Rurale) de la localité de Vimieiro, à 160 km à l'est de Lisbonne.

Lisbonne, le 28 janvier 1985

Les FP-25 A revendiquent l'action contre 3 frégates de l'OTAN à Lisbonne. Dans leur communiqué ils dénoncent *«la politique du Gouvernement portugais, soumis aux intérêts impérialistes et à leur bras droit arme, l'OTAN. Notre action s'inscrit dans la politique de défense de l'indépendance nationale et d'insoumission à tout bloc militaire, contre l'utilisation de nos ports et contre le stationnement et ravitaillement des bateaux de l'OTAN».*

Beja, le 1er février 1985

18 voitures appartenant à des militaires d'Allemagne occidentale ont été détruites à proximité de la base militaire de Beja, au sud du Portugal, par l'explosion en chaîne de 8 bombes. La base de Beja appartient à l'OTAN mais est surtout utilisée par les Forces allemandes. Cette action a été revendiquées par les FP-25 A, qui exigent le démantèlement de la base et le départ des techniciens étrangers.

FRANCE

Toulouse, le 14 janvier 1985

Une action à l'explosif a été commise dans l'enceinte de la caserne de Gendarmerie de Toulouse. La revendication était peinte sur le mur : *«Gendarmes complices des colons. GIGN assassin. Groupe Louise Michel»*. (NDT : Louise Michel est une des héroïnes de la révolution française).

ESPAGNE

Valladolid, le 14 janvier 1985

ETA revendique l'attaque à l'explosif contre l'entreprise *«Valladolid Automóvil, S.A.»*, concessionnaire de Fasa-Renault à Valladolid. Cette société appartient au deputé de *«Alianza Pupular»* dans cette ville.
(NTD : Alianza Popular est un parti d'extrême droite espagnol).

Barcelona, le 15 janvier 1985

Un commando des GRAPO a revendiqué le placement de charges explosives dans les bureaux de Mercedez-Benz à Barcelona. Par cette action, ils s'élèvent contre l'emprisonnement en RFA de membres d'organisations révolutionnaires.

Leor, le 20 janvier 1985

Les GRAPO ont perpétré une action contre un industriel de Leon. Bautista Guemar Cortarze a été gravement blessé par balles dans sa voiture, alors que celle-ci était arrêtée à un feu rouge.

Madrid, le 21 février 1985

ETA(m) revendique l'exécution du directeur général du Banco Central, Ricardo Tejero Magro. Par cette exécution, ETA(m) a voulu attaquer *«un appareil important de l'ennemi. La banque est un des piliers les plus importants qui le soutient»*. Pour cette organisation, les responsables des banques *«sont les ceveaux de la réforme espagnole et, par conséquent, les responsables directs du blocage par l'Etat de l'autodétermination du peuple basque»*. ETA(m) les rend responsables aussi *«du démantèlement sauvage de l'économie en Euskadi Sud et de satisfaire leurs intérêts de classe capitaliste»*. L'objectif poursuivi par ETA(m)f est que les banques rendent *«une partie de leurs bénéfices obtenus par la spéculation pour qu'ils soient réinvestis dans la lutte nationale et sociale basque»*. L'organisation menace de prochaines attaques *«si les banques continuent à rejetter aveuglément les justes aspirations du peuple basque»*.

Barcelona, le 24 février 1985

Malgré l'interdiction gouvernementale, dix mille personnes ont manifesté à Barcelone conre la Loi Anti-terroriste. Cette manifestation réunissait diverses organisations dont la Fédération de Familles et Amis des Prisonniers Politiques, le Mouvement de Défense de la Terre, les Comités de Solidarité des Patriotes Catalans, l'Unité de la Gauche Catalane, etc. En tête du cortège, on trouvait le bloc indépendantiste, les plus nombreux de la manifestation, soutenant les portraits des militants de Terra Lliure récemment arrêtés et criant des slogans en faveur de leur libération.

Barcelona, le 2 mars 1985

Terra Lliure, organisation armée catalane, s'est attribué l'action contre un concessionnaire officiel de Citroën. Cette action a été réalisée contre l'impérialisme français.

PAYS-BASQUE NORD

Pav, le 4 janvier 1985

2 militants de l'organisation armée basque IPARRETARRAK ont entamé une grève de la faim pour l'obtention du statut de prisonnier politique. Ils réclament la réclusion des prisonniers dans leur pays d'origine, la possibilité de réunion des prisonniers d'une même organisation, le maintien de correspondances illimitées et dans leur propre langue, la liberté de recevoir la presse et les avocats.

Bayonne, le 14 janvier 1985

Une charge exploisive a détruit la voiture et une partie de la façade du domicile d'un magistrat à Bayonne. Cette action a lieu la veille du prononcement de la Cour d'Appel de Pau sur des militants basques et à l'approche du procès des militants de IPARRETARRAK. L'action a d'ailleurs été revendiquée par cette organisation.

Bayonne, le 21 février 1985

Le réfugié basque José Antonie Martija Roteta a été assigné à résidence dans le nord de

la France, peu après sa sortie de la prison de Bayonne. Considéré comme un militant des Commandos Autonomes Anti-capitalistes, il vient d'accomplir une peine de 3 mois de prison pour avoir enfreint un ordre d'assignation à résidence à Paris.

Bayonne, le 22 février 1985

Tomas Linazo et Endika Iztueta, réfugiés politiques basques en France, ont été déportés au Cap Vert. Avec ces 3 déportations, le nombre de réfugiés basques déportés par le gouvernement français s'élève à 30.

Bayonne, 28 février 1985

IPARRETARRAK se rend responsable du lancement d'un engin explosif contre un garage de la police.

Bayonne, le 2 mars 1985

3 prisonniers politiques basques, Txema Salegi, Kepa Garmendia et Patxi Hernandez, poursuivent la grève de la faim entamée le 4 février. Ils avaient été arrêtés à Andorre et accusés de tentative de hold-up pour ETA(p-m). Ils protestent contre la peine de 10 ans qui leur a été infligés, demandent une révision de peine et appellent l'opinion publique à s'élever contre leurs conditions de détention.

PAYS-BASQUE SUD

Eta(m) revendique les actions suiantes :

- Lizarra, le 12 janvier 1985
  Placement d'un engin explosif dans un bar de la ville.
- Donostia, le 17 janvier 1985
  *«arrestation»* de l'industriel Angel Urteaga.
- La Paz, le 18 janvier 1985
  Explosion d'un bar de La Paz qualifié de *«centre de trafic et de distribution d'héroïne»*.
- Hernani, le 19 janvier 1985
  Assassinat de Agapito Sánchez. Ce dernier se servait de son salon de coiffure comme couverture pour son trafic d'héroïne.
- Donostia, le 23 janvier 1985
  Placement et ultérieure explosion d'un engin de grande puissance contre une exposition du concessionnaire *«Peugeot-Talbot»*.
- Donostia, le 26 janvier 1985
  Explosition des locaux de *«Sacco»*, entreprise de matériel électrique fondée grâce à des capitaux français.
- Bergara, le 28 janvier 1985
  Mitraillage d'un camion français.
- Gasteiz, le 30 janvier 1985
  Explosition d'un camion Renault.
- Beasain, le 1er février 1985
  Destruction partielle d'un bar, en rapport étroit avec le monde de la drogue.
- Donostia, le 2 février 1985
  Explosion de locaux de *«Sintel»*, filiale des P.T.T. pour s'élever contre les écoutes téléphoniques.
- Azpeita, le 8 février 1985
  Mitraillage de 3 camions français, action que ETA(m) place dans le cadre de sa *«campagne ouverte contre des intérêts et biens français, comme réponse à la répression que le gouvernement français exerce sur la communauté de réfugiés basques en Euskadi Nord. Le gouvernement de Mitterand s'entête à participer à la confrontation que le Mouvement Basque de Libération Nationale soutient avec l'état oppresseur espagnol»*.
- 22 février 1985
  4 gardes civils ont été blessés à la suite du mitraillage de 2 de leurs véhicules par ETA(m). *«4 ans après que les pouvoirs factices aient donnée le coup de barre avec le 23-F, la situation socio-politique de l'Etat espagnol s'endurcit toujours plus contre les droits et revendications du peuple travailleur basque ...*
  *Il n'est pas étonnant de voir que des 29 protagonistes publics de cet acte fasciste, la majorité sont aujourd'hui en liberté et récompensés par un grade supplémentaire. C'est d'ailleurs assez logique puisque la réforme espagnole est dirigée par les mêmes personnes qui saluaient Franco, le bras tendu, et elles ne sont pas prêtes à reconnaître leurs erreurs ou leurs injustices ...*
  *Quand à Euskadi sud, leur politique a été d'offrir 2 décentralisations régionales dans le but de satisfaire les consciences de quelques faibles politiciens qui en échange, ont renoncé à la lutte pour les revendications fondamentales du Peuple Travailleur Basque. Malgré cela, l'histoire de notre peuple est antérieure à la formation de l'Etat qui nous opprime. Nous sommes un peuple qui a des racines profondes, et auquel on a arraché sa liberté par la force, et même par les armes»*.
- Orereta, le 22 février 1985
  ETA(m) revendique l'attaque à l'explosif contre le siège du PSOE.

RFA

Telle, le 10 décembre 1984

Un groupe inconnu attaque 2 immeubles qui appartiennent à des groupes néo-fascistes qui y font régulièrement des réunions.
Les dégâts sont de 500.000 D.M. Les 2 groupes expliquent : *«Il est évident que l'Etat Impérialiste a un intérêt au développement des organisations fascistes clandestines. Alors développons les luttes dans tous les niveaux sociaux pour l'unité de la Résistance anti-impérialiste. Menons une solidarité pratique à la lutte des prisonniers et de la Résistance»*.

Oberammergau, le 18 décembre 1984

Attentat manqué de la RAF contre un centre d'instruction de l'OTAN. Jusqu'aujourd'hui, 24.000 soldats impérialistes étaient instruits là-bas, pour des questions d'organisation militaire ; utilisation des armes, technique des armes, tactique de guerre atomique. Ce centre d'instruction est directement soumis au centre le l'OTAN/SHAPE à Mons. La RAF revendique : *«L'objectif de l'opération était d'éliminer les militaires directement»*.

Frankfurt, le 18 décembre 1984

Attaque incendiaire contre un bâtiment qui appartient à la compagnie SIEMENS. Dégâts : 20 millions de DM. Le groupe qui a mené l'action revendique sa solidarité avec les prisonniers politiques et cite entièrement la déclaration de la grève de la faim. Concernant leur choix de la cible, ils disent que SIEMENS est une partie de la structure de domination impérialiste.

Muehlheim - Ruhr, le 22 décembre 1984

Tentative d'attaque à la bombe contre une filiale de la société AEG. Le communiqué est signé par un groupe anti-impérialiste. Ils expliquent que la société AEG participe d'une manière importante au développement militaire de la RFA, joue un rôle important dans la réalisation de la stratégie impérialiste pour résoudre la crise et est liée avec les plus grands consortiums d'armement des USA qui fabriquent entre autres des installations électroniques et technologiques pour combattre la résistance et pour contrôler la société. Dans le communiqué, le groupe dit : *«Laissons devenir réel le Front Anti-impérialiste. La grève de la faim est le signal pour la résistance en RFA»*.

Wiesbaden - Camp Lindsay,
le 24 décembre 1984

Tentative d'attaque incendiaire contre une installation des Forces Aériennes US. Dans le communiqué, le groupe anti-impérialiste qui a mené cette action revendique la solidarité avec les prisonniers.

Reutlingen, le 24 décembre 1984

Attentat à la bombe contre un centre ordinateur régional. Dégâts : 100.000 DM. L'action est revendiquée par l'Unité Combattante Gudrun Ensslin. L'action devrait soutenir les revendications des prisonniers politiques pendant leur grève de la faim et dans le communiqué, l'Unité Combattante appelle à la construction du Contre-Pouvoir prolétaire.

Wertheim, le 25 décembre 1984

Attaque incendiaire contre une église de la caserne US. Dégâts : 80.000 DM.

Münster, 25 décembre 1984

Attaque à la bombe contre le consulat général de la Turquie. Le groupe inconnu qui a mené cette action revendique le regroupement des prisonniers politiques.

Herzogenaurach, le 25 décembre 1984

Attaque incendiaire contre un véhicule de l'armée US.

Du 24 au 26 décembre 1984

Continuation de l'attaque incendiaire contre les bâtiments de SIEMENS à Frankfurt. Un autre immeuble a été enflammé et plusieurs véhicules de la compagnie, brûlés.

Wiesbaden, le 28 décembrre 1984

Tentative d'attaque incendiaire contre une installation des forces aériennes US. Le communiqué contenait les revendications des prisonniers politiques concernant leur grève de la faim.

Mannheim, le 29 décembre 1984

Attaque incendiaire contre une installation d'émissions militaires US. Dégâts : 350.000 DM. Dans le communiqué, le groupe inconnu explique le rapport direct de cette action avec la grève de la faim.

Düsseldorf, le 29 décembre 1984

Attaque incendiaire contre un bureau de l'armée US. Dégâts : 50.000 DM. Le groupe inconnu qui a mené cette action revendique sa solidarité avec la lutte des prisonniers politiques.

Bönn, le 30 décembre 1984.

Attaque à la bombe contre l'ambassade française. Dégâts : 100.000 DM.

Heidelberg, le 2 janvier 1985

Tentative d'attaque incendiaire contre un institut de recherche génétique. La minuterie et les autres éléments de l'attaque furent découverts avant l'explosion et les visiteurs qui les ont posés ont fait des dégâts pour 100.000 DM. Sur les murs du bâtiment se trouvaient des inscriptions revendiquant le groupement des prisonniers politiques.

Heidelberg, le 3 janvier 1985

Attaque incendiaire contre la maison de la garde de l'aéroport militaire US.

Frankfurt, 3 janvier 1985

Attaque incendiaire contre le consulat général US et le consulat général de la France.

Hanau, le 6 janvier 1985

Tentative d'attaque incendiaire contre une installation de l'armée US.

Hohenahr, le 8 janvier 1985

Attentat à la bombe contre un pipe-line de l'OTAN.

Berlin-Ouest, 15 janvier 1985

Des trains sont arrêtés. Plusieurs wagons sont bombés de slogans soutenant la grève de la faim.

Hannover, le 18 janvier 1985

Tentative d'attentat à la bombe contre le Ministère de l'Intérieur de la région. L'attaque est aussi revendiquée comme soutien à la grève de la faim.

Karlsruhe, le 19 janvier 1985

Attaque incendiaire contre une compagnie de traitement des informations par ordinateur. Dégâts : 400.000 DM.

Stuttgard, le 20 janvier 1985

Tentative d'attentat à la bombe pendant laquelle le camarade Johannes Thimme a trouvé la mort.

Berlin-Ouest, le 21 janvier 1985

Attentat à la bombe contre une filiale d'IBM.

Berlin-Ouest, le 22 janvier 1985

Attaques incendiaires contre 4 banques.

Hambourg, le 23 janvier 1985

Alerte à la bombe. Un camarade se fait arrêter par la police avec une bombe dans un coffre et on trouve chez lui des explosifs.

Krummel, le 25 janvier 1985

Attentat à la bombe contre un pylône lié à une centrale nucléaire proche. Dégâts : plusieurs millions de DM. Le groupe anti-nucléaire qui renvendique l'attaque explique son soutien aux revendications des prisonniers politiques en grève de la faim.

Frankfurt, le 28 janvier 1985

Bloquage d'un tunnel de l'autoroute par 120 manifestants. Plusieurs véhicules de police furent démolis.

Pinneberg, le 29 janvier 1985

Attaque incendiaire contre le tribunal local. Aucune revendication. Les dégâts sont petits.

Glinde, le 29 janvier 1985

Attaque incendiaire contre un dépôt de l'armée allemande. Dégâts : 20.000 DM. Dans le communiqué, le groupe qui a mené cette attaque dit : *«Avec la grève de la faim des prisonniers révolutionnaires en RFA et en France, une nouvelle étape de notre lutte pour la libération a commencé. Il s'agit maintenant de stabiliser un Front de la guérilla et de la résistance légale dans toute l'Europe de l'Ouest et laisser devenir matériel ce Front cela veut dire pour nous : Quittons subjectivement et objectivement les structures rigides de nos jours ordinaires, paralysantes et sans sens, pour que nous puissions commencer la confrontation, la lutte pour le tout ... Nous nous sommes mis en route».*

30 janvier 1985

Lettre de menace qui arrive à 3 quotidiens à Hannover dans laquelle un Commando Knut Folkerts menace de l'exécution du Ministre président régional Albrecht et le Ministre de l'Intérieur régional Mocklinghoff.

Hambourg, le 31 janvier 1985

Des barricades brûlent au centre ville. Une déclaration concernant la grève de la faim est lue jusqu'à ce que les flics arrivent.

31 janvier 1985,

Lettre de menace au Frankfurter-Runschau, un journal quotidien social-démocrate. Le texte dit : *«Les suivants accusés sont condamnés à mort : Helmut Schmidt, Effiot Strauss, Kurt Riebman, Host Herold, Schuller, Meihofer, Fogel, K. Helling, Helmut Kohl et Knospe. Ce verdict sera réalisé dans une pratique révolutionnaire de tac au tac. Nous allons exécuter le Ministre qui sera particulièrement responsable au cas où encore un prisonnier va mourir en taule».* La lettre est signée par un Commando Holger Meins et quatre autres groupes qui ne sont pas mentionnés par le journal qui a publié cette lettre.

Harzburg, le 31 janvier 1985

Attaque incendiaire contre une académie pour des cadres. Les auteurs revendiquent le regroupement des prisonniers politiques.

Munich, le 1er février 1985

Exécution de Ernst Zimmerman par la RAF.

PAYS-BAS

4 janvier 1985

Le train Inter-City Amsterdam/München est arrêté par un groupe de militants qui distribuent pendant l'arrêt des tracts revendiquant le soutien à la grève de la faim en RFA. Le train est bombé par des slogans contre l'isolement.

BELGIQUE

Bruxelles, le 15 janvier 1985

Attaque des Cellules Communistes Combattantes dédiée à leurs camarades allemands.

# LES EDITIONS ANTI-IMPERIALISTES.

Subversion n° 1 : 150 FB ; 120 pages

Subversion n° 2 : 150 FB ; 100 pages

Cahier Spécial Subversion : Brigade de Palmi des Brigades Rouges : 50 FB ; 25 pages

L'Abeille et le Communiste (BR) : 50 FB ; 20 pages

Ligne Rouge, chaque numéro : 30 FB ; 5 FF

Contact (sans autre mention)
BP 1682
Bruxelles 1
Belgique

---

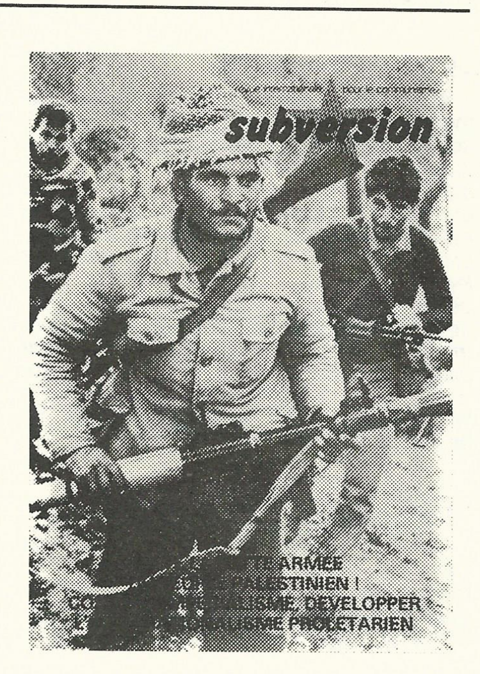
Correspondance Internationale :

n° 1 : 176 pages ; 35 FF

n° 2 : 200 pages ; 35 FF

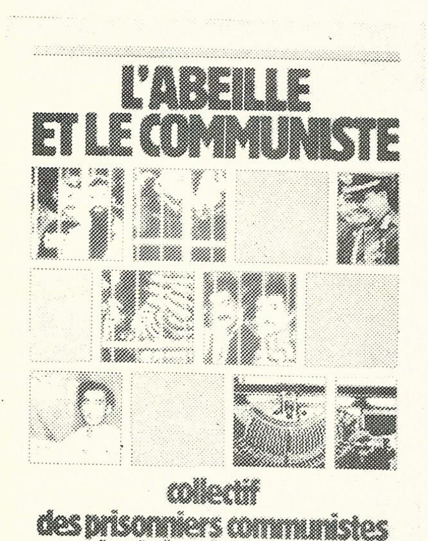
Contact :
c/o Librairie Parallèle,
47, rue St Honoré
75001 Paris
France















CORRESPONDANCES
INTERNATIONALES



la crise du capital

Nous appelons les groupes, organisations, militants se revendiquant du combat pour le communisme, du combat contre l'impérialisme, de la lutte armée révolutionnaire, à nous faire parvenir leurs revendications d'actions, communiqués de guerre, déclarations, textes politiques, que nous contribuerons à faire connaître et utiliserons pour avancer ensemble.

## LIGNE ROUGE

LR 09/83 - Brigades Rouges: deux textes sur la condamnation de R. Peci / B.R.: Lettre ouverte à A. Buonavita qui a été brigadiste /. GFPI: Attaque contre l'ambassadeur de RFA / FARL: Exécution de Barsimantov / 15-21/7: 2 actions anti-impérialistes à Paris / La guerre des partisans, Lenine / "Mvt du 2 juin": Déclaration de dissolution / Prog. Com. n°11: "Auschwitz ou le grand alibi"



## LIGNE ROUGE

LR 10/83 - Brigades Rouges: deux communiqués au Procès Moro, par le PCC et par le PGPM / Le Terrorisme, Trotsky / Brigade de la Colère: Communiqués et chronologies / ARC: Communiqué / PCE(r) et G.R.A.P.O.: Communiqué des prisonniers.



## LIGNE ROUGE

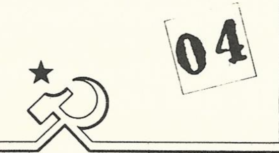
LR 11/83 - Brigades Rouges: véhicules de la mémoire et nouvelle organisation de la subjectivité / Déclaration d'un groupe de communistes prisonniers en Italie / Le Terrorisme, Trotsky / Brigade de la Colère: Communiqués et chronologie / La Direction politique et militaire dans la lutte de masse du peuple, Lénine / GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique.



03

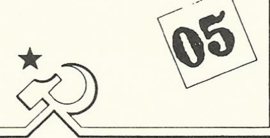
## LIGNE ROUGE

LR 02/84 - Déclaration de Marina da Silva et Frédéric Oriach / Brigades Rouges - Colonne Walter Alasia: "Encore un pas" / GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique (II) / Communiqués des Groupes de Résistance Anti-fascistes du 1er Octobre / 13/09/83: Communiqué de l'action "17/9 Sabra et Chatila" Hambourg



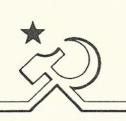

## LIGNE ROUGE

LR 03/84 - GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique(III) / GRAPO: Entrevues et communiqué: De véritables changements ou guerre révolutionnaire ouverte / Déclaration de Marina da Silva / Brigades Rouges: Communiqué sur l'exécution de Ray Leammon Hunt, Directeur Général de la "Force Multinationale d'Observation au Sinaï".




## LIGNE ROUGE

LR avril 84 - Entretien avec Fernando Arenas, Secrétaire Générale du Parti Communiste Espagnol (reconstitué) / Brigades Rouges - Replacer l'activité générale des masses au centre de l'initiative / GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique (IV) / Communiqué de la Fédération Syndicale Révolutionnaire au Salvador





## LIGNE ROUGE

LR mai 1984 - Numéro Spécial. Brigades Rouges: Résolution Stratégique n°19; Les luttes de la classe ouvrière et la situation politique générale italienne.

07



## LIGNE ROUGE

LR juin 84 - Attentat de l'Unité de Résistance Armée / Communiqués de l'United Freedom Front / Communiqué de l'Alliance Révolutionnaire Caraïbe / BR: Contribution au débat sur la torture / Trois communiqués de l'Armée Révolutionnaire Arménienne / Attentat des Cellules Révolutionnaires / Nouvelles du Front / Les éditions Anti-Impérialistes.



08

## LIGNE ROUGE

LR octobre 84 - Trois communiqués des Cellules Communistes Combattantes contre Litton Business, M.A.N. et Honeywell / Rapport politique du camarade Arenas-Secrétaire Général du Parti Communiste Espagnol (reconstitué)- / Pour l'insoumission bretonne / Nouvelles du Front / Les éditions Anti-Impérialistes.



09

## LIGNE ROUGE

L.R. novembre 84 - Communiqué des C.C.C. contre deux centres politiques (CVP et PRL/PVV) / Déclaration de grève de la faim de Marina Da Silva et Frédéric Oriach / GFPI: La lutte armée comme stratégie et tactique (V) / Communiqué du Front Anti-Impérialiste en RFA / Interview de Ormaza, militant nationaliste basque (I) / Nouvelles du Front / Les éditions Anti-Impérialistes.



## LIGNE ROUGE

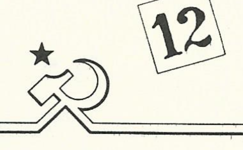
L.R. décembre 84 - Com. des Cellules Communistes Combattantes contre deux pylônes-antennes de l'armée / GFPI: La lutte armée comme stratégie et tactique(VI) / Décl.de Knut Folkerts(RAF) sur l'contre Buback / Décl.d'une action dans la taule de Münster/RFA / Com.des Cellules Communistes Combattantes contre les pipe-lines de l'OTAN / Com. des R.Z. contre un Pipe-line de l'OTAN / Nouvelles du Front!



11

## LIGNE ROUGE

L.R.janvier 85 - Com. des Cellules Communistes Combattantes contre un centre de l'OTAN / Déclaration des prisonniers de la RAF à Stammhein / Com. de grève de la faim / Décl. commune RAF-AD / Com. d'appui des prisonniers du PCE(r) et des GRAPO concernant la grève en RFA / Nouvelles du Front!



# Zusammen Kämpfen

**Zeitung für die antiimperialistische Front in Westeuropa**

Zusammen Kämpfen est un nouveau journal qui paraît clandestinement en RFA. «*Nous faisons ce journal car nous voulons la communication sur la politique révolutionnaire dans les métropoles d'Europe Occidentale. La communication et la discussion sont importantes pour apprendre. Nous voulons commencer à organiser cette communication. Pour le développement de la perspective communiste dans les métropoles, la pratique antagoniste et révolutionnaire est un moyen et un objectif. Sur l'analyse des conditions de lutte qui sont à connaître avant cette pratique, nous voulons publier dans ce journal :*
— les actions de la guérilla Ouest-européenne;
— les luttes révolutionnaires dans les prisons;
— les actions militantes de la résistance anti-impérialiste et social-révolutionnaire,
— les initiatives et campagnes politiques dans ce contexte,
— les analyses pour la pratique».

Prix : 30 FB
Pour obtenir un exemplaire de Zusammen Kämpfen, écrivez à Ligne Rouge.

# s'Blättle

s'Blättle est un journal mensuel de contre-information qui paraît depuis quelques années à Stuttgart en RFA.
Il publie des textes des groupes militants de la région, du pays et du monde. Il s'agit d'analyses politiques sur la lutte anti-impérialiste, sur les luttes de libération des peuples de la périphérie et sur les mouvements en RFA.
Malgré la répression, le s'Blättle ne cesse de publier des déclarations de groupes armés, d'informer sur les conditions des prisonniers politiques et d'exprimer sa solidarité avec ceux-ci.
s'Blättle est un des derniers journaux de contre-information en RFA, qui n'a pas été cassé par la Sureté de l'Etat allemand.

Prix : 2,50 Marks
Adresse de contact : s'Blättle-Kollectif
Böblingerstrasse, 59
7000 Stuttgart-1
R.F.A.

# DE KNIPSELKRANT

De Knipselkrant paraît dans trois langues : allemand, néerlandais et anglais. Il est hebdomadaire depuis 1978 et ses thèmes sont :
— la lutte armée en Europe Occidentale,
— la lutte des prisonniers politiques en Europe Occidentale,
— la résistance anti-impérialiste,
— le mouvement anti-nucléaire,
— l'anti-militarisme,
— la contre-insurrection,
— les services secrets et l'appareil policier,
— le fascisme nazi.
Le contenu est tiré de l'analyse de 175 journaux et revues, et de textes différents qui leur sont parvenus. De Knipselkrant est d'ailleurs TRES intéressé par des déclarations, traductions, revendications, etc... qui lui seraient envoyés.

Pour obtenir un abonnement, il suffit d'envoyer à l'adresse ci-dessous la somme que vous désirez et il vous sera expédié le nombre de numéros qui y correspond.

Adresse de contact : De knipselkrant
Postbus 7001
9701 J.A. Groningen
Nederland

# OpenRoad

Open Road est une publication trimestrielle canadienne, de langue anglaise. Il contient des informations générales sur la résistance anti-impérialiste à travers le monde. Il diffuse des déclarations des mouvements révolutionnaires aussi bien qu'anarchistes du monde occidental. Les mouvements anti-nucléaires et nationalistes ont également accès à ses colonnes.

Prix de l'abonnement annuel : 50 $ (de soutien)
Prix au numéro : 1.5 $ Canadien
Adresse de contact : Open Road
Box 6135, Station G
Vancouver, B.C.
Canada V6R 4G5

Envoyez-nous chaque trimestre la liste de toutes nos revues qui vous parviennent, nous essaierons de la compléter, si vous le désirez.

Enviadnos cada trimestre la lista de todas nuestras revistas recibidas, trataremos de completarla si la deseàis.

Please send us every quarter the list of all the peridicals you recieved from us, and we will try to complete it, if you want us to do so.

Stuur ons elk trimester de lijst van al onze tijdschriften die u bereiken, indien u het wenst zullen we proberen ze te vervolledigen.

Senden Sie uns jedes Trimester die Liste all unserer Zeitschriften, die Sie erhalten, zu; wir werden versuchen Sie zu vervollständigen wenn Sie es wünschen.

Ogni trimestre comunicateci la lista delle riviste che avrete ricevito da noi. Se volete cercheremo di completarla.



**Pour nous écrire, il est nécessaire de ne PAS écrire le nom de la revue, mais uniquement l'adresse.**

**Achtung ! Wenn ihr uns schreibt, Bitte gebt nur die Nimmer vom Postfach an un NICHT den Namen unserer Zeitung.**

**Para escribirnos, es preferible escribir sólo la dirección, SIN mencionar el nombre de la revista.**

**When you write to us, do only mention the adress WITHOUT naming the revue.**

**Om ons te schrijven, is het aan te raden slechts het adres te schrijven ZONDER de naam van het tijdschrift te vermelden.**

**Pere scriverci, è preferibile scrivere solo l'indirizzo, SENZA menzionare il nome della rivista.**

**BP 1682**
**Bruxelles I**
**Belgique**





**Possibilité d'abonnement : nous vous proposons de nous verser une certaine somme d'argent et nous vous envoyons Ligne Rouge jusqu'à concurrence de cette somme.**

**Compte en banque : Collectif Ligne rouge**
**BP 1682 - Bruxelles 1**
nº 310-0545817-84

Ligne Rouge est un projet militant d'édition anti-impérialiste.

Le collectif animant le projet des éditions Ligne Rouge limite les activités de Ligne Rouge à la seule production et distribution la plus large de recueils de documents anti-impérialistes offensifs dont il estime réel l'intérêt apporté par ces derniers au mouvement communiste révolutionnaire.

Si le choix de ces documents est partisan dans la mesure où l'identité politique des militants animant Ligne Rouge détermine globalement cet outil, il est néanmoins large puisque la publication de textes vis-à-vis desquels certains membres voire la totalité du collectif se démarque politiquement est parfaitement envisageable, Ligne Rouge n'étant pas l'expression d'une organisation mais un outil d'information, de réflexion et ainsi de combat á la disposition de tous.

Ces documents (textes, interviews, communiqués...) pris en charge par Ligne Rouge recouvrent donc des réalités multiples du combat anti-impérialiste, ils proviennent de pôles politiques différents, de plusieurs époques historiques, de divers pays et continents.

Briser le black-out qui vise certaines facettes - et non des moindres - du combat anti-impérialiste, rompre d'avec les pratiques de censures et d'auto-censure dans lesquelles on se réfugie frileusement, extraire les textes hors des cercles d'initiés couvrant jalousement et stérilement leurs monopoles militants, fouiller dans le passé du mouvement révolutionnaire pour confronter sereinement les expériences hâtivements oubliées avec notre situation, bref, arracher du silence et porter massivement au grand jour notre patrimoine - passé ou présent - de révolutionnaire et l'affirmer comme arme pour notre devenir.

Voilà la tâche que s'est fixé Ligne Rouge, à travers un premier outil : le cahier mensuel des éditions Ligne Rouge.

Ces cahiers présenteront plusieurs documents dont les origines différentes seront volontairement choisies, afin de briser les fausses cloisons de sectes, et d'obtenir des confrontations que nous espèrerons fertiles entre textes anciens et nouveaux, entre documents venant des centres impérialistes et de libération nationales etc...

Afin de nous restituer notre mémoire, de nous donner une vision plus large, plus précise et plus correcte de l'affrontement aujourd'hui, afin donc de nous donner ces armes dans notre combat présent et futur contre l'impérialime, le collectif des éditions Ligne Rouge lance un appel à tous les éléments anti-impérialistes offensifs, à toutes les organisations révolutionnaires, à travers cet outil - qui est le leur.

contact:
BP 1682
Bruxelles 1
Belgique